

PRÉVENTION DES INCENDIES DE FORÊT

Un dispositif renforcé pour l'été 2026

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a affirmé hier que son département est pleinement mobilisé pour faire face aux incendies de forêt durant l'été 2026, soulignant que l'ensemble des moyens matériels et humains ont été mobilisés pour prévenir et lutter contre ce risque saisonnier. P 3



ENTREPRENEURIAT UNIVERSITAIRE **117 projets de micro-entreprises financés en février**

Le mois de février 2026 a été marqué par une activité exceptionnelle, illustrant l'ambition de l'université algérienne à devenir un moteur de l'économie nationale. Selon le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, au cours de ce mois de février, 117 projets de micro-entreprises portés par des étudiants universitaires ont été étudiés et financés par la commission CSVF à travers les centres de développement de l'entrepreneuriat universitaire.

P 2

PLANIFICATION ET GESTION DU SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

Le ministre appelle à renforcer l'approche prospective

En visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bouira, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis en avant la nécessité d'adopter une approche prospective dans la planification et la gestion du secteur de l'eau. À travers cette sortie sur le terrain, le ministre a insisté sur l'importance d'anticiper les défis liés à la raréfaction des ressources hydriques et aux changements climatiques afin de garantir un service public de l'eau durable et performant.

P 3

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE ET DU CUIR

La holding Getex lance de nouveaux investissements

La holding "Getex", spécialisée dans le textile et cuir, œuvre au développement de la branche de l'industrie de la chaussure et du cuir à travers le lancement de nouvelles unités de production et la relance d'autres, dans le cadre d'un plan d'investissement global visant à augmenter la capacité de production du groupe public et à diversifier ses produits, a indiqué son président-directeur général, Toufik Berkani.

P 16

CNEP-BANQUE
**Ouverture d'une nouvelle
agence à Tizi-Ouzou** P 2

TENSION DANS LE DÉTROIT D'HORMUZ
**L'Europe mise davantage sur
le gaz algérien** P 5

EXPLORATION OFFSHORE ET
RÉCUPÉRATION DES GISEMENTS
MATURES
**Alger abritera une rencontre
internationale en mai
prochain** P 5

CNEP-BANQUE
Ouverture d'une nouvelle agence à Tizi Ouzou

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance "Cnep-Banque" a annoncé, samedi, l'ouverture d'une nouvelle agence bancaire à Tizirt (wilaya de Tizi-Ouzou), dans le cadre de sa politique d'extension de son réseau commercial et de proximité avec sa clientèle. Cette nouvelle agence, dont l'ouverture est prévue demain dimanche, porte désormais le réseau de la CNEP-Banque à 231 agences à travers le territoire national, a précisé la banque dans un communiqué. Située à la cité 50 logements LPL, sous le code 220, la nouvelle agence offre aux habitants de la région un accès direct à l'ensemble de ses services et solutions financières. Elle propose, également, une gamme complète de produits et services bancaires, incluant des solutions de la finance islamique, afin de répondre aux besoins variés de sa clientèle et de contribuer à la dynamique de développement économique local, a fait savoir la même source. Cette nouvelle implantation vient ainsi renforcer la présence de la banque dans la wilaya de Tizi-Ouzou et faciliter l'accès aux services bancaires pour les particuliers, les professionnels et les entreprises de la région, est-il souligné dans le communiqué.

APS

PROGRAMME
D'IMPORTATION DE
10.000 BUS
L'EDIV
réceptionne 568
bus au port
d'Alger

L'Etablissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV), relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale (MDN), a réceptionné, samedi au port d'Alger, 568 bus de différentes catégories, en provenance de Chine. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'importation de 10.000 bus neufs destinés au renouvellement du parc national des bus de transport de voyageurs. Cette cargaison fait partie des 6800 bus programmés pour être réceptionnés depuis l'Allemagne et la Chine, les livraisons du reste de la commande devant se poursuivre dans les prochains jours.

ENTREPRENEURIAT UNIVERSITAIRE

117 projets de micro-entreprises financés en février

Le mois de février 2026 a été marqué par une activité exceptionnelle, illustrant l'ambition de l'université algérienne à devenir un moteur de l'économie nationale. Selon le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, au cours de ce mois de février, 117 projets de micro entreprises portés par des étudiants universitaires ont été étudiés et financés par la commission CSVF à travers les centres de développement de l'entrepreneuriat universitaire.

Synthèse Z R.

Ces projets couvrent plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'industrie, l'agriculture, les services, le tourisme et la santé. Ils sont répartis dans les universités à travers le pays. À titre d'exemple : « Centre universitaire de El Bayadh : 1 projet en santé ; Université de Badji Mokhtar – Annaba : 2 projets en industrie ; École supérieure de commerce : 1 projet en industrie ; Université de Oum El Bouaghi : 1 projet en industrie ; Université de Souk Ahras : 8 projets (3 textile, 1 santé, 1 recyclage, 3 agriculture)... etc. ».

Par ailleurs, le ministre a adressé ses félicitations aux étudiants innovateurs et aux chercheurs pour l'obtention du label « Projet Innovant » attribué par la Commission nationale pour les labels. Pour les projets de recherche nationaux, 17 labels ont été attribués dans les domaines stratégiques : « Technologie agricole (Agritech) : 4 labels ; Technologie de l'eau (AquaTech) : 3 labels ; E-santé : 1 label ; Biotechnologie : 1 label ; Énergies renouvelables : 5 labels ; Technologie environnementale : 1 label ; Food Tech : 1 label ; Intelligence artificielle : 1 label ».

Pour les étudiants innovateurs, 26 labels

ont été attribués, répartis sur diverses universités et secteurs : tourisme et services numériques, santé, agriculture intelligente, e commerce, ingénierie, accompagnement psychologique, sport et formation physique, etc.

Cette dynamique reflète l'engagement de l'université, en partenariat avec le ministère de l'Économie de la Connaissance et ses agences (NAZDA, ASF), pour transformer les idées innovantes en projets économiques structurés contribuant au développement national.

UNIVERSITÉ CONSTANTINE 2 -MUSÉE PUBLIC NATIONAL DE SÉTIF

Signature d'une convention de partenariat

Une convention de partenariat vient d'être signée entre l'université Abdelhamid-Mehri (Constantine 2) et le musée public national de Sétif dans le cadre du renforcement de la coopération scientifique et académique, a-t-on appris samedi auprès du rectorat. L'initiative s'inscrit dans une démarche visant à consolider les liens entre l'université et les insti-

tutions culturelles et scientifiques, a souligné le vice-recteur chargé des relations extérieures, Salah Ouili. La convention vient concrétiser une nouvelle étape vers un travail commun et structuré entre les deux institutions à travers la création d'un pont de coopération sur le terrain au profit des étudiants, notamment ceux des filières des sciences humaines et

sociales, a précisé le même responsable. A travers ce partenariat, le musée offrira aux étudiants un espace de travail et de formation pratique leur permettant de compléter leur parcours académique par une expérience de terrain, a-t-il ajouté. Cette coopération vise également à encourager le développement de la recherche scientifique

appliquée dans plusieurs domaines, notamment l'archéologie, l'histoire et l'anthropologie, selon le même responsable. Par ailleurs, la convention prévoit l'accompagnement des étudiants dans la réalisation de leurs travaux de recherche, stages et projets scientifiques, a ajouté la même source.

APS

LE MINISTRE DU TRAVAIL L'A SOULIGNÉ : Pas de retour à la retraite anticipée

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a confirmé l'impossibilité pour les personnes comptant 32 années de service effectif de bénéficier de la retraite sans condition d'âge. En réponse aux questions des députés de l'Assemblée populaire nationale, Saihi a précisé que le retour à la retraite sans condition d'âge, sous quelque forme que ce soit, n'est pas envisagé, même pour les personnes ayant 32 années de service. Au passage, il a rappelé que la suppression de ce régime, par le passé, avait été décidée dans un contexte économique difficile traversé par le pays. Le ministre a indiqué que « ce système avait été supprimé à une période où les conditions économiques de l'Algérie étaient fragiles, notamment entre 2014 et 2016, période pendant laquelle l'économie nationale a été confrontée à de grands défis liés au fi-

nancement du fonds de retraite et à la garantie de sa pérennité ». Cela avait nécessité la mise en place de mesures telles que la suppression de la retraite anticipée et de la retraite sans condition d'âge, ajoutait-il, soulignant que cette mesure avait été nécessaire à l'époque pour protéger les équilibres financiers. Cependant, la situation actuelle est différente : l'Algérie connaît une dynamique économique notable avec un taux de croissance supérieur à 4,6 %, et des prévisions indiquent que le PIB pourrait atteindre environ 400 milliards de dollars. Cela exige une mobilisation de la main-d'œuvre pour atteindre les objectifs économiques fixés par le président de la République. Selon le responsable gouvernemental, cette dynamique économique nécessite de maintenir la main-d'œuvre en activité plutôt que d'encourager le départ des tra-

vailleurs du marché du travail avant l'âge légal. Il a cité plusieurs pays qui ont relevé l'âge de la retraite, où celui-ci peut atteindre 70 voire 75 ans dans certains pays occidentaux. Saihi a souligné que l'objectif est de préserver l'équilibre financier des caisses de retraite, tout en garantissant le principe de solidarité entre les générations. Il a expliqué que l'arrêt prématuré des cotisations par les travailleurs pourrait affecter cet équilibre et la capacité des caisses à honorer leurs engagements envers les retraités.

Le ministre du Travail a également rappelé que l'État continue d'accompagner les retraités, notamment par la revalorisation annuelle des pensions de retraite, conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi n° 83 relative à la retraite.

R E.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRÉVENTION DES INCENDIES DE FORÊT

Un dispositif renforcé pour l'été 2026

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a affirmé hier que son département est pleinement mobilisé pour faire face aux incendies de forêt durant l'été 2026, soulignant que l'ensemble des moyens matériels et humains ont été mobilisés pour prévenir et lutter contre ce risque saisonnier.

Par Zahir R.

S'exprimant lors de la cérémonie d'installation de la Commission nationale de protection des forêts pour l'année 2026, tenue au siège de la Direction générale des forêts à Ben Aknoun (Alger), le ministre a indiqué que son département s'appuiera sur les technologies modernes afin de renforcer la surveillance et accélérer les interventions sur le terrain. Dans ce cadre, il a fait savoir que 140 drones seront mobilisés pour améliorer les capacités de détection précoce des départs de feu et limiter leur propagation, soulignant que le secteur dispose déjà de 324 camions spécialisés dans la lutte contre les incendies de forêt, gérés par la Direction des forêts et la Protection civile. Ce dispositif sera également appuyé par l'exploitation d'images satellitaires, dans le cadre d'une coopération avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL). « Les images satellitaires sont exploitées en coopération avec l'Agence spatiale algérienne pour évaluer les dommages avec précision », a-t-il précisé. Et d'ajouter : « Le secteur s'appuie sur des systèmes d'information et d'analyse des risques pour orienter les opérations d'in-

tervention et développer des systèmes d'alerte précoce », tout en soulignant que « chercheurs, universités et start-ups contribuent à développer des solutions intelligentes de prévision des incendies utilisant l'intelligence artificielle ». Yacine Oualid a également évoqué les conditions climatiques observées ces dernières années, marquées par des vagues de chaleur répétées ayant parfois dépassé les 45 degrés Celsius dans certaines régions, combinées à une forte baisse du taux d'humidité. Ces facteurs, a-t-il expliqué, accentuent le stress hydrique des plantes, accélèrent l'assèchement du couvert forestier et augmentent, par conséquent, la vulnérabilité des forêts aux incendies ainsi que leur propagation rapide. Le ministre a rappelé l'ampleur des incendies forestiers en Algérie au cours de la dernière décennie, précisant que le pays enregistrait en moyenne 40 000 hectares de forêts brûlés chaque année. Yacine Oualid a révélé l'adoption d'une nouvelle stratégie reposant sur une approche proactive et participative entre différents secteurs, qui a permis de réduire considérablement les superficies brûlées au cours des deux dernières années. Dans ce contexte, il a indiqué que la superficie to-

tale brûlée en 2025 s'élevait à 5 289 hectares. Le ministre a souligné que ces résultats obtenus au cours des deux dernières années « reflètent l'efficacité de cette stratégie nationale de prévention des incendies de forêt », ajoutant que ces succès « n'auraient pas été possibles sans la mobilisation complète des institutions de l'État sous la direction des plus hautes autorités du pays ». Il a également salué le rôle central de l'Armée nationale populaire, des services de sécurité, de la Protection civile et de la Direction des forêts, ainsi que l'engagement des différents ministères mobilisés avec un esprit patriotique élevé. Indiquant que la forêt représente un levier de développement local et économique et constitue une source de revenu pour de nombreux habitants des zones rurales et montagneuses, le ministre a souligné que « protéger les forêts signifie également protéger les opportunités de développement et renforcer la stabilité sociale dans ces régions, en encourageant les activités économiques compatibles avec la préservation des ressources forestières ». Il a ajouté que « notre pays s'appuie sur l'exploitation économique de ces forêts, ce qui permettra d'impliquer un grand nombre de citoyens dans leur entretien ».

PLANIFICATION ET GESTION DU SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

Le ministre appelle à renforcer l'approche prospective

Par Selma R.

En visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bouira, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis en avant la nécessité d'adopter une approche prospective dans la planification et la gestion du secteur de l'eau. À travers cette sortie sur le terrain, le ministre a insisté sur l'importance d'anticiper les défis liés à la raréfaction des ressources hydriques et aux changements climatiques afin de garantir un service public de l'eau durable et performant. Intervenant lors d'une réunion de travail tenue au siège de la wilaya, le ministre a souligné la nécessité d'inscrire la gestion des ressources hydriques dans une vision stratégique à long terme. « La planification dans le secteur de l'hydraulique doit désormais reposer sur une approche prospective, fondée sur l'anticipation et la gestion moderne des ressources en eau », a-t-il déclaré, estimant que les mutations climatiques et l'évolution des besoins imposent de repenser les méthodes de gestion traditionnelles. Selon lui, l'amélioration du service public de l'eau passe également par une meilleure efficacité dans la gestion des infrastructures et des ressources disponibles. « Notre objectif est d'élever le niveau d'efficacité de la gestion du secteur tout en améliorant la qualité de la prestation fournie aux citoyens », a-t-il affirmé, appelant les responsables locaux à renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur. Dans le prolongement de cette vision, la stratégie nationale de sécurité hydrique mise en œuvre par l'Algérie repose sur la diversifica-

tion des ressources et le recours accru aux sources dites non conventionnelles. Le dessalement de l'eau de mer constitue aujourd'hui l'un des piliers de cette politique. Plusieurs stations ont été réalisées le long du littoral afin de renforcer l'approvisionnement des grandes agglomérations côtières et d'alléger la pression sur les barrages et les nappes souterraines. Cette orientation s'inscrit dans une démarche d'adaptation aux effets du changement climatique qui affectent les précipitations et les ressources hydriques traditionnelles. Parallèlement, les pouvoirs publics misent sur le développement de la réutilisation des eaux usées épurées, notamment dans le domaine de l'irrigation agricole, ainsi que sur une gestion plus rationnelle des ressources en eau souterraine. La stratégie hydraulique nationale intègre également la dimension territoriale à travers le renforcement des transferts d'eau entre les régions du nord et celles du sud du pays, où les nappes profondes représentent un potentiel stratégique. L'objectif est de garantir un équilibre durable entre les différentes sources d'approvisionnement et de consolider la sécurité hydrique du pays à long terme. Dans le cadre de sa visite dans la wilaya de Bouira, Taha Derbal a donné plusieurs instructions visant à accélérer la réalisation des projets hydrauliques en cours. Il a insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts pour réduire les délais de réalisation afin de répondre plus rapidement aux attentes des populations en matière d'accès à l'eau. Le ministre a également mis en avant l'importance de diversifier les sources d'approvisionnement afin

de sécuriser les ressources hydriques. Dans cette optique, il a évoqué le projet de raccordement de la wilaya de Bouira aux stations de dessalement d'eau de mer de Tighremt, dans la wilaya de Béjaïa, et de Cap Djinnet, dans la wilaya de Boumerdes. « La diversification des ressources constitue aujourd'hui un impératif stratégique. Les stations de dessalement représentent une solution durable, moins exposée aux aléas climatiques qui affectent les ressources conventionnelles », a-t-il expliqué. Dans le même contexte, le ministre a souligné l'importance de développer l'utilisation des ressources hydriques non conventionnelles, notamment la réutilisation des eaux usées traitées dans le domaine de l'irrigation agricole. « Les eaux usées épurées doivent être considérées comme une ressource hydrique à part entière. Leur valorisation permettra de soutenir l'activité agricole tout en préservant les ressources destinées à l'alimentation en eau potable », a-t-il indiqué. Il a également appelé à renforcer la valorisation des infrastructures d'assainissement, soulignant leur rôle essentiel dans la protection de l'environnement et de la santé publique. Dans ce cadre, il a insisté sur la nécessité de mieux exploiter ces installations afin de maximiser leur contribution au développement local. Par ailleurs, Derbal a rappelé l'importance de respecter une hiérarchisation claire des priorités lors de l'inscription de nouveaux projets. « Les investissements doivent être orientés vers les opérations ayant un impact direct sur l'amélioration du service public de l'eau et sur les conditions de vie des citoyens », a-t-il conclu.

BOUMERDES

Lancement de 39 opérations de développement en prévision de la prochaine saison estivale

La wilaya de Boumerdes a mis en place un plan de développement diversifié en prévision de la prochaine saison estivale, comprenant 39 opérations dont la réalisation a été lancée dernièrement, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Ce plan cible 45 plages à travers 10 communes côtières et mobilise une enveloppe estimée à 1,5 milliard de DA, a indiqué le chef du service de gestion et de suivi du budget de la wilaya, Sofiane Bouhraoua, à l'issue du conseil exécutif de la wilaya consacré à l'examen de divers dossiers de développement. Les principales opérations programmées portent notamment sur la réhabilitation, l'équipement et le nettoyage de l'ensemble des plages autorisées à la baignade, ainsi que l'aménagement de huit (8) plages modèles le long du littoral pour un montant de près de 400 millions de DA, a-t-il ajouté. Le plan prévoit également l'aménagement de la façade de la Route nationale (RN) 24 du littoral et des voies d'accès aux plages, ainsi que la mise en place de divers services, dont l'éclairage public, des sanitaires, des points d'eau potable, des espaces commerciaux, des points de restauration rapide et des parkings. A cela s'ajoute la mise à niveau des zones urbaines entourant les plages, l'accompagnement des communes dans la gestion et la valorisation de leurs plages, la lutte contre l'exploitation illégale des espaces côtiers, ainsi que l'aménagement des accès aux plages et leur dotation en panneaux d'information et d'orientation. Le même plan de développement prévoit également la promotion du tourisme de montagne et de forêt à travers la création de trois (3) sites familiaux, ainsi que la réhabilitation des structures de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale déployées sur les plages, afin d'assurer la sécurité des estivants et de valoriser les atouts naturels de la wilaya, à l'instar de la forêt de Boukerdane dans la commune de Bouzegza Ked-dara, la "cascade des Gorges" à Ammal, et la zone montagneuse de "Djoula" à Kherrouba. Pour sa part, la wali de Boumerdes, Fouzia Naama, a insisté sur l'impératif du respect des délais de réalisation des projets programmés, notamment l'aménagement du littoral à travers la wilaya, ainsi que l'achèvement des travaux de réhabilitation des jardins publics, des places et espaces verts et des centres urbains des communes côtières.

APS

ANNABA
**Mise en service
d’une ligne de
transport par bus
reliant Annaba à
Tunis**

La ligne de transport par bus reliant la ville d’Annaba (Algérie) à Tunis (Tunisie) a été officiellement mise en service vendredi, dans le cadre du renforcement du réseau de transport international et de la facilitation de la circulation des personnes entre les deux pays. La cérémonie de lancement de cette ligne s’est déroulée à la gare routière de transport de voyageurs Mohamed Mounib Sendid dans la ville d’Annaba, sous la supervision du wali d’Annaba, M. Abdelkrim Lamouri, en présence de cadres du secteur des transports. Selon les explications fournies sur place, cette ligne assure des liaisons directes entre la gare routière d’Annaba et celle de "Bab Alioua" à Tunis, via un itinéraire desservant les communes de Ben M’hidi, d’Aïn El Assel et d’El Tarf, ainsi que le poste frontalier d’El Ayoun (Algérie), pour se poursuivre en territoire tunisien par les régions de Babouch, d’Aïn Draham, de Jendouba et de Béja. Les services concernés ont programmé quatre navettes hebdomadaires (aller-retour) durant les journées de jeudi, vendredi, samedi et dimanche, avec la possibilité d’augmenter la fréquence des voyages à l’avenir pour répondre à la demande croissante. Le prix du billet a été fixé à 2.300 DA, avec la possibilité de réservation électronique via l’application "Mahattati" ou directement aux guichets de la gare routière, avec l’obligation de disposer d’un passeport en cours de validité. Cette nouvelle desserte terrestre devrait contribuer à la dynamisation de l’activité touristique et économique dans les zones frontalières et au renforcement de l’intégration sociale entre les deux pays frères, a souligné le wali d’Annaba dans une déclaration à la presse en marge de l’inauguration de la ligne.

APS

MONNAIE
**Le dollar au plus
haut depuis août**

Le dollar poursuit sa progression vendredi, porté par la flambée des prix du pétrole, qui lui ont permis de retrouver un niveau inédit depuis l’été. Ainsi, la devise américaine profite à plein régime de son statut de valeur refuge: vers 18H20 GMT, elle reprenait 0,69% par rapport à l’euro, à 1,1433 dollar. Le dollar est aussi particulièrement demandé car c’est la devise d’échange de l’or noir, dont les prix ont connu une flambée. Vers 18H20 GMT, il se renforçait de 0,79% vis-à-vis de la livre sterling, à 1,3237 dollar. De son côté, le yen glissait encore un peu plus à 159,67 yens pour un dollar (-0,20%), à un plus bas depuis l’été 2024.

APS

ATTRIBUTION DES LABELS D’INNOVATION

**Le ministre installe la nouvelle
composition de la Commission nationale**

Le ministre de l’Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a supervisé, hier samedi à Alger, l’installation de la nouvelle composition de la Commission nationale chargée de l’attribution des labels « Projet Innovant », « Startup », « Incubateur d’Entreprises » et « Entreprise Accélérée », dans le cadre du renouvellement de ses membres. Cette commission, considérée comme le

cœur de l’écosystème des startups en Algérie, est chargée d’examiner toutes les demandes de labellisation, d’évaluer les besoins liés au lancement et à l’expansion des projets, ainsi que les programmes d’exportation. Lors de l’installation, un nouveau président a été nommé et plusieurs nouveaux membres, issus de différents ministères et experts nationaux, ont rejoint la commission, renforçant ainsi sa capacité opérationnelle.

Le renouvellement vise, précise le ministre, à améliorer l’efficacité des travaux de la commission, tout en consolidant les principes de transparence et de gouvernance dans le processus d’attribution des labels. Il s’agit également de soutenir l’innovation, d’encourager les initiatives entrepreneuriales et de promouvoir les projets à forte valeur ajoutée, contribuant ainsi au développement économique et à la compétitivité nationale.

S R.

OOREDOO ALGÉRIE -ANEP

Signature d’un partenariat stratégique

Ooredoo Algérie et l’Entreprise Nationale de Communication, d’Édition et de Publicité (ANEP) ont annoncé la signature d’un protocole d’accord stratégique visant à instaurer un cadre global de coopération et à renforcer les synergies entre les deux organismes dans plusieurs domaines d’intérêt commun, dans le cadre d’une démarche de partenariat entre les secteurs public et privé visant à valoriser les expertises et à soutenir le développement des médias et de l’économie nationale. La cérémonie de signature s’est déroulée en marge de l’Iftar Presse organisé par Ooredoo le 11 mars 2026, en présence du ministre de la Communication Dr. Zoheir Bouamama, du Président Directeur Général de l’ANEP, M. Messaoud Alghem, et du Directeur Général de Ooredoo, M. Roni Tohme, marquant une nouvelle étape dans le développement de partenariats structurants entre les acteurs majeurs des secteurs des télécommunications, des médias et des services en Algérie.

À travers ce protocole d’accord, les deux parties ambitionnent de structurer et de diversifier leur collaboration autour de plusieurs axes stratégiques, notamment les solutions de télécommunications, les prestations publicitaires, les services logistiques, les projets digitaux ainsi que d’autres activités figurant dans le portefeuille de l’ANEP. Dans le cadre de ce partenariat, Ooredoo Algérie mettra à la disposition des entités de l’ANEP des solutions et services de télécommunications innovants, comprenant notamment des abonnements et des offres commerciales dédiées, des solutions technologiques adaptées ainsi que le déploiement d’infrastructures techniques. De son côté, l’ANEP accompagnera Ooredoo à travers l’expertise et les capacités opérationnelles de ses différentes filiales et unités, notamment dans le développement des actions de communication. Ce partenariat prévoit également la production de solutions de communication, ainsi que la mise à disposition de prestations logistiques. De son côté, M. Messaoud Alghem, Président Directeur Général de l’ANEP, a affirmé : «La signature de ce protocole d’accord avec Ooredoo s’inscrit dans la stratégie de l’ANEP visant à renforcer les partenariats avec des acteurs économiques majeurs afin de développer des services innovants et adaptés aux évolutions du marché. Cette coopération permettra de mobiliser les compétences et les infrastructures des deux institutions dans le but de proposer des solutions intégrées dans les domaines de la communication, des médias, de la logistique et des technologies. Nous sommes convaincus que ce partenariat ouvrira la voie à de nouvelles perspectives de collaboration et contribuera à la création de valeur au bénéfice de nos deux organisations et de l’écosystème national. » À cette occasion, M. Roni Tohme, Directeur Général de Ooredoo, a déclaré : «

Nous sommes particulièrement heureux de conclure aujourd’hui ce partenariat stratégique avec l’ANEP, une institution de référence dans le domaine de la communication et des médias en Algérie. Cet accord traduit notre volonté commune de renforcer les synergies entre nos deux organisations et d’explorer de nouvelles opportunités de collaboration dans des domaines à forte valeur ajoutée. En mettant à profit l’expertise de l’ANEP et les solutions technologiques innovantes de Ooredoo, nous ambitionnons de développer des projets structurants qui

contribueront à soutenir la transformation digitale et le dynamisme du paysage médiatique et économique national. » À travers ce partenariat stratégique, Ooredoo et l’ANEP réaffirment leur volonté commune de contribuer activement au développement de l’écosystème médiatique, technologique et économique national, tout en mettant en synergie leurs expertises respectives au service de l’innovation, de la performance et de la création de valeur.

Communiqué

Mercuriale						
وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL				وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE		
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 12 مارس 2026 الموافق لـ 22 رمضان 1447 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Mars 2026 (22 ramadan 1447)						
Prix du détail ¹			أسعارالتجزئة			
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	103	115	91	الطماطم	
	Oignon sec	91	99	82	البصل الجاف	
	Ail sec	982	1080	884	الثوم الجاف	
	Carotte	102	114	91	الجزر	
	Navet	112	123	101	اللفت	
	Choux fleur	133	147	120	قرنبيط	
	Choux	101	113	89	الكرنب	
	Courgette	118	130	105	الكوسة	
	Haricot vert	506	542	471	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	213	234	191	الخس		
Fruits frais	Mandarine	217	257	178	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	187	231	144	البرتقال	
	Citron	161	182	139	الليمون	
	Pomme locale	410	493	328	التفاح المحلي	
	Datte	493	621	366	التمر	
	Banane	467	488	445	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1957	2104	1809	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	410	425	396	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volumes transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-14,36	6,09	10,14	7858	2 711 010,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	NC	0,00	-0,04	-0,77	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	NC	0,00	0,01	1,65	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 240,00	2240,00	0,00	-0,37	-1,21	10,68	5,58	1000	2 240 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,56	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,69	3,97	5,00	0	0,00

TENSION DANS LE DÉTROIT D’HORMUZ

L’Europe mise davantage sur le gaz algérien

Les tensions persistantes autour du détroit d’Hormuz mettent en lumière la fragilité des routes maritimes utilisées pour le transport du gaz naturel liquéfié et rappellent l’importance de la sécurité énergétique mondiale. Dans ce contexte, l’Algérie s’affirme comme un partenaire stratégique pour l’Europe grâce à ses infrastructures gazières reliant directement l’Afrique du Nord au continent européen.

Par S. R.

Selon une analyse publiée par « Energy Capital & Power », toute perturbation dans cette voie maritime stratégique pourrait affecter une part importante des flux énergétiques mondiaux, notamment les cargaisons de gaz naturel liquéfié en provenance du Moyen-Orient. Cette situation agit comme un signal d’alarme pour les pays européens, qui cherchent à renforcer la résilience de leur système énergétique en diversifiant leurs sources d’approvisionnement. Dans cette équation, l’Algérie occupe une place centrale. Le pays dispose d’un réseau de gazoducs qui relie directement ses champs gaziers au sud de l’Europe, permettant l’acheminement du gaz sans dépendre des routes maritimes exposées aux tensions géopolitiques. Ces infrastructures représentent aujourd’hui un atout stratégique pour les pays européens désireux de réduire leur dépendance aux approvisionnements plus éloignés ou plus vulnérables aux crises internationales. Parmi ces infrastructures, le gazoduc Medgaz assure une liaison directe entre l’Algérie et l’Espagne, tandis que le gazoduc TransMed transporte le gaz algérien vers l’Italie en passant par la Tunisie. Ces corridors énergétiques constituent des axes essentiels pour la diversification des approvisionnements européens,

surtout depuis la reconfiguration récente du marché gazier international. Cette position stratégique s’est encore renforcée avec la hausse de la demande européenne en gaz non russe. Dans ce contexte, l’Algérie, à travers le groupe énergétique national Sonatrach, a consolidé son rôle de fournisseur fiable pour plusieurs pays du sud de l’Europe. La stabilité relative des livraisons par gazoduc constitue un avantage majeur par rapport au gaz transporté par navires méthaniers, plus exposé aux perturbations maritimes et aux tensions géopolitiques. Au-delà des infrastructures existantes, le développement du corridor gazier algérien pourrait encore renforcer ce rôle stratégique. Le projet du Gazoduc Transsaharien, destiné à acheminer le gaz du Nigeria vers l’Algérie avant son exportation vers l’Europe, s’inscrit dans cette dynamique. S’il se concrétise, ce projet pourrait élargir considérablement les volumes disponibles pour les marchés européens tout en consolidant la position de l’Algérie comme hub énergétique régional. Toutefois, les analystes rappellent que ces projets ne représentent pas une solution immédiate à la crise actuelle. Les investissements en amont, les nouvelles explorations et l’expansion des capacités de transport nécessitent du temps avant de produire des volumes supplémentaires significatifs. Néanmoins, ces initiatives confirment la solidité stratégique

du système gazier nord-africain et son potentiel à jouer un rôle encore plus important dans l’équilibre énergétique du continent européen. Outre l’Algérie, la Libye apparaît également comme un maillon essentiel du corridor gazier nord-africain vers l’Europe. Le rapport souligne que, avant même l’escalade des tensions autour du détroit d’Hormuz, Tripoli envisageait d’augmenter significativement sa production de gaz afin de renforcer ses exportations vers les marchés européens. La Libye vise une production d’environ un milliard de pieds cubes standard par jour dans les prochaines années, ce qui pourrait soutenir des livraisons plus importantes vers l’Italie, notamment via le gazoduc Green stream, dont la capacité est estimée à 11 milliards de mètres cubes par an. Ce renforcement de la production repose sur des projets tels que l’expansion des installations de compression Bahr Essalam et d’autres développements en partenariat avec des majors internationaux, mobilisant plus de 20 milliards de dollars d’investissements étrangers prévus à l’horizon 2030. Cependant, les experts soulignent que la concrétisation de ces ambitions dépend étroitement de la stabilité politique intérieure et de la sécurisation des infrastructures, car l’instabilité persistante affecte encore la production et la fiabilité des exportations libyennes.

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Vers une baisse de la croissance économique africaine

Des rapports économiques et financiers ont confirmé que l’économie des pays africains est affectée par la guerre israélo-américano-iranienne au Moyen-Orient, prévoyant une baisse des taux de croissance pouvant atteindre trois points de pourcentage. Jeffrey Ori, directeur exécutif de l’Association régionale des régulateurs de l’énergie en Afrique de l’Est et australe, a déclaré que la plupart des pays africains s’attendent à une baisse de la croissance du produit intérieur brut comprise entre un et deux points de pourcentage par rapport aux prévisions pour cette année en raison des répercussions de la guerre, soulignant qu’il existe « une certaine inquiétude face aux effets du conflit au Moyen-Orient ».

Il a expliqué que la poursuite de la pénurie de carburant résultant de la guerre au Moyen-Orient pourrait entraîner une baisse de la croissance économique africaine pouvant atteindre trois points de pourcentage, notamment dans un contexte de hausse des prix du pétrole sur les marchés mondiaux, qui ont dépassé 100 dollars le baril cette semaine, de ralentissement quasi total de la navigation dans le détroit d’Ormuz et d’attaques iraniennes contre des installations énergétiques dans la région du Golfe. Il a ajouté que la baisse pourrait atteindre deux à trois points de pourcentage si la guerre se poursuivait pendant deux mois ou plus, précisant que la hausse des coûts du carburant « affectera tout : les prix du transport

maritime, les frais portuaires, le tourisme, l’alimentation, les transports et les usines ». Il a estimé que « le temps presse, car la plupart des pays africains disposent de réserves de carburant suffisantes pour une durée comprise entre 15 et 25 jours seulement, contre la norme de 90 jours fixée par l’Agence internationale de l’énergie », ce qui pousse certains pays à adopter immédiatement des politiques de rationalisation de la consommation et à accorder des subventions pour atténuer l’inflation et la faiblesse des monnaies nationales, voire à interdire les exportations vers les pays voisins. Toutefois, il a souligné que cette solution n’est pas viable au-delà de quelques semaines.

Il a également évoqué les tentatives africaines antérieures visant à construire davantage de raffineries sur le continent et à augmenter les réserves, mais a indiqué que les coûts des infrastructures atteignent des milliards de dollars, dans un contexte où les pays font face à de multiples crises et à de lourds fardeaux d’endettement, appelant à investir dans les sources d’énergie alternatives afin d’éviter toute perturbation future sur les marchés pétroliers. La Banque africaine de développement avait prévu, dans ses rapports publiés en novembre dernier, une croissance de l’économie africaine de 4,3 % pour l’année en cours.

Agence

EXPLORATION OFFSHORE ET RÉCUPÉRATION DES GISEMENTS MATURES

Alger abritera une rencontre internationale en mai prochain

L’Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Al-naft) et l’Association européenne des géoscientifiques et ingénieurs (EAGE) organisent, du 11 au 13 mai prochain à Alger, une rencontre internationale, déclinée en deux workshops, consacrés à l’exploitation du potentiel en hydrocarbures offshore, et à la récupération des gisements matures, indique Alnaft. Ces deux workshops techniques vont réunir des experts et des professionnels du secteur énergétique autour de ces deux thématiques stratégiques, a précisé l’agence sur son site web, notant que le premier atelier portera sur le thème de l’explo-

tation du potentiel en hydrocarbures du bassin frontalier algérien en Méditerranée occidentale. Ce workshop sera consacré à l’exploration en zones profondes et ultra-profondes de l’offshore algérien, avec un focus sur l’évaluation du potentiel géologique des zones offshore encore peu explorées, les innovations dans l’acquisition et l’interprétation des données géophysiques, ainsi que les nouvelles perspectives d’investissement et de coopération dans l’exploration offshore. Quant au deuxième workshop, il abordera les solutions innovantes pour améliorer la récupération dans les gisements matures et

les réservoirs compacts (tight reservoirs), notamment, les méthodes avancées d’optimisation de la récupération, la gestion des réservoirs hétérogènes et fracturés, l’exploitation du potentiel des sables compacts (tight sands) cambro-ordoviciens et des carbonates cenomaniens-turonien et liasiques. Cet événement constituera "une plateforme d’échange entre experts locaux et internationaux, favorisant le partage d’expertise, l’innovation et la coopération dans le développement du secteur énergétique en Algérie", a souligné Alnaft.

R E.

PÉTROLE

Le baril de Brent a bondi de 42% depuis le début de la guerre au Moyen-Orient

Le cours du baril de Brent, référence internationale pour le pétrole, s’est envolé de plus de 42% depuis le premier jour de guerre au Moyen-Orient, qui a provoqué une chute des livraisons d’hydrocarbures en provenance du Golfe. Son prix est passé de 72,48 dollars le 27 février - quelques heures avant les premières frappes américano-sionistes en Iran - à 103,14 dollars vendredi à la clôture, soit un bond de plus de 42% sur la période et de 11% sur la semaine. Son équivalent américain, le baril de WTI, s’est envolé de plus de 47% depuis le début du conflit, à 98,71 dollars. Les cours du pétrole sont toutefois moins élevés que ceux qui avaient été observés lundi en début de séance asiatique, lorsqu’ils avaient frôlé le seuil des 120 dollars. «Deux semaines après le début de la crise, le marché pétrolier commence à ressentir les effets concrets d’une perturbation de l’approvisionnement», souligne, dans une note, JP Morgan. Plusieurs mesures ont été prises pour tenter de réintroduire des barils sur le marché mondial, sans convaincre pleinement les investisseurs. La dernière action en date est venue de Washington, qui a annoncé jeudi l’autorisation temporaire de la vente du pétrole russe stocké sur des navires. La société d’analyse Kpler estime qu’environ 120 millions de barils de brut russe pourraient se trouver en mer à l’heure actuelle. Cependant, selon Muyu Xu, experte de l’entreprise, la majeure partie de ce volume avait déjà été précommandée par des clients chinois ou indiens, ce qui limite toute augmentation immédiate des quantités disponibles après la décision américaine. L’Agence internationale de l’énergie (AIE) a estimé jeudi dans un rapport que la production des pays du Golfe était réduite d’environ 30%, soit 10 millions de barils par jour. La navigation dans le détroit d’Ormuz, voie névralgique pour les exportations d’hydrocarbures de la région, reste pratiquement impossible. Plus tôt dans la semaine, les 32 pays membres de l’Agence internationale de l’énergie (AIE) ont annoncé prélever un volume historique - 400 millions de barils - dans leurs réserves stratégiques pour tenter d’atténuer les pertes au Moyen-Orient.

Agence

ANNABA

Pêche quotidienne d’environ 20 tonnes de poissons durant le mois de Ramadhan

Le port de pêche d'Annaba connaît, durant le mois sacré de Ramadhan, un surcroît d'activité qu'illustre la pêche quotidienne d'environ 20 tonnes de différentes espèces de poissons, a indiqué, jeudi, le directeur de la pêche et de l'aquaculture, Noureddine Remita. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'un "nombre considérable d'embarcations de pêche a repris la mer à la faveur de l'amélioration, ces derniers jours, des conditions climatiques", ce qui a contribué, selon lui, à "augmenter et à diversifier la production pour répondre à la demande croissante de produits de la mer pendant le mois de Ramadhan". M. Remita a également indiqué que cette "dynamisation de l'activité de pêche a conduit à une abondance des produits de la mer sur les marchés locaux, contribuant à une +stabilité relative+ des prix par rapport aux périodes où les mauvaises conditions météorologiques influent sur la disponibilité des poissons". Pour rappel, afin de rapprocher le produit de la mer des citoyens, trois (3) points de vente directe du pêcheur au consommateur ont été mis en place depuis le début du mois de Ramadhan afin de mettre du poisson frais à la portée des ménages tout en contribuant à réguler les prix sur le marché local. Ces points de vente sont situés dans la zone de l'avant-port, au marché du Ramadhan près de la route nationale n 44, et dans le centre d'Annaba. Pour le directeur de la pêche et de l'aquaculture, "l'abondance des produits halieutiques durant cette période a établi un certain équilibre entre l'offre et la demande qui a eu un impact positif sur la stabilité des prix et la disponibilité de poissons pour les consommateurs".

Agence

OUM EL BOUAGHI 500 millions DA pour équiper le futur hôpital d’Ain Kercha

Une enveloppe financière de 500 millions DA a été octroyée dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour l'équipement du nouvel hôpital en cours de réalisation à l'entrée Est de la commune d'Ain Kercha, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de la santé et de la population (DSP). Le taux d'avancement des travaux de réalisation de cet hôpital atteint actuellement 75 % et sa réception est prévue pour 2027, a précisé à l'APS, Souheil Belhatem, inspecteur à la DSP. Les équipements à fournir pour cet hôpital sont des équipements médicaux, bureautiques et autres, a ajouté la même source. Des équipements de radiologie sont d'autre part en cours d'acquisition pour nombre d'établissements de santé de la wilaya dont, notamment un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) pour l'hôpital Mustapha-Benboulaïd d'Ain M'lila pour un montant de 240 millions DA et un scanner pour l'hôpital Salah-Zerdani d'Ain Beida pour 110 millions DA, a indiqué M. Belhatem.

APS

TIARET

Campagnes de sensibilisation intensifiées sur la rationalisation de la consommation

La direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national de la wilaya de Tiaret intensifie, en coordination avec plusieurs organismes et associations, des sorties de terrain dans les espaces commerciaux dans le cadre d’une campagne visant à sensibiliser les citoyens à la rationalisation de leurs achats de produits alimentaires et à la réduction du gaspillage, a indiqué cette instance.

L’inspectrice principale Rendja Bouâacha a précisé que cette campagne, lancée à l'occasion du mois de Ramadhan, vise à communiquer directement avec les citoyens dans les commerces afin de les sensibiliser à l’importance d’éviter l’achat excessif de produits de consommation, notamment dans un contexte marqué par une disponibilité notable des produits et une stabilité des prix. Les encadreurs de ces campagnes s’efforcent d’inculquer aux consommateurs et aux commerçants une culture de consommation consciente et rationnelle, tout en évitant le gaspillage qui va à l’en-

contre des préceptes de notre religion et qui affecte également le pouvoir d’achat des citoyens. Mme Bouâacha a salué le niveau de réceptivité et de sensibilisation des consommateurs, observé à travers leur interaction positive lors des échanges et leur consultation des dépliants distribués, contenant des conseils et des méthodes pour rationaliser la consommation. Ces supports portent, notamment, les slogans " La disponibilité est là – la rationalisation de la consommation est votre choix ", " Le mois de Ramadhan est un mois sacré, n’en faites pas une course au gaspillage ".

Pour rappel, ces campagnes quotidiennes, organisées dans les marchés de Ramadhan au niveau des daïras, les marchés de proximité et les grandes surfaces, sont animées par des agents issus des secteurs du commerce, de la sûreté, de la protection civile, du tourisme et de l’environnement, ainsi que par la Chambre de commerce et d’industrie, les bureaux communaux d’hygiène et les représentations locales de l’Organisation nationale de protection du consommateur et de l’Union nationale de protection du consommateur.

APS

MILA

Six nouveaux appareils d’hémodialyse pour le secteur de la santé

Le secteur de la santé dans la wilaya de Mila a été renforcé par six nouveaux appareils d’hémodialyse, a-t-on appris jeudi auprès du chargé de gestion de la direction locale du secteur. M. Abdelhafid Louifi a précisé à l’APS que ces appareils ont été acquis sur le budget de la wilaya après la demande adressée par les services du secteur

en vue de renforcer les hôpitaux en appareils d’hémodialyse afin de " réduire la pression sur les services d’hémodialyse et assurer une meilleure prise en charge des malades insuffisants rénaux de la wilaya ". Ces appareils ont été réceptionnés au cours de cette semaine et remis aux deux établissements publics hospitaliers " frères-Bentobal " du chef-lieu

de wilaya " Mohamed-Medahi " de la commune de Ferdjioua, selon la même source. Cette opération est seconde du genre après celle menée en 2025 pour l’acquisition de 30 appareils d’hémodialyse distribués à l’ensemble des établissements publics hospitaliers disposant d’un service d’hémodialyse dont celui de Houari-Boumediene de la commune de

Chelghoum Laïd qui a bénéficié de 14 appareils, selon la même source. Il est également prévu dans les prochains jours l’acquisition d’équipements médicaux nouveaux pour le centre de wilaya de transfusion sanguine en plus de l’acquisition au profit du secteur d’un appareil de dépistage du cancer du sein, a-t-on indiqué.

APS

ORAN

Progression notable dans la remise des cartes professionnelles magnétiques aux agriculteurs

L’opération de remise de la carte professionnelle magnétique aux agriculteurs connaît un progrès notable à Oran, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à moderniser le secteur et à permettre aux agriculteurs de bénéficier de tous les avantages qu’offre cette carte, a-t-on appris, jeudi, auprès de la Chambre d’agriculture de la wilaya. "Depuis le début de l’année en cours (2026), la Chambre a délivré plus de 2.100 cartes

professionnelles magnétiques au profit des acteurs des différentes filières agricoles. La procédure d’obtention de cette carte, équipée d’un code QR, se déroule à un rythme appréciable et ne dépasse pas cinq minutes", a indiqué à l’APS le secrétaire général de la chambre, Mimoun Fatmi. Le nombre de cartes remises aux agriculteurs et aux éleveurs devra augmenter, durant l’année en cours, par rapport à 2025, année durant laquelle 4.153 cartes ont été délivrées, a

souligné le même responsable, ajoutant que la distribution se poursuit et l’établissement de ces cartes se fait via la plateforme nationale "Ghorfati". Par ailleurs, une hausse continue du nombre d’agriculteurs et d’éleveurs adhérant à la Chambre d’agriculture d’Oran a été enregistrée, a-t-on fait savoir de même source, ajoutant que le nombre devra atteindre 15.300 d’ici la fin du mois de mars courant.

Agence

GHARDAÏA

Réception de la 1ère tranche du projet de maintenance du CW-201 avant la fin de l’année

La première tranche du projet de maintenance et de revêtement de 22 km du chemin de wilaya CW-201, dans la wilaya de Gharđaïa, sera livrée avant la fin de l’année en cours, a-t-on appris auprès de la direction des Travaux publics (DTP). Les travaux sur ce tronçon de 22 km sur les 41 km du projet de maintenance et de revêtement de cette route, concernent la partie reliant les communes de Zelfana et Guerrar, a précisé le chargé

de la gestion de la DTP, Omar Harbouche. Lancée en juillet dernier, l’opération entre dans le cadre du programme de développement annuel qui englobe la maintenance et le revêtement de ce tronçon de route, reliant le point kilométrique 35 et le carrefour de Zelfana - Guerrara, intersection des CW-124 et 201. Une fois finalisé, sera lancée la deuxième tranche de 19 km, actuelle-

ment en phase des procédures administratives préalable à l’entame des travaux, a-t-il ajouté. Les projets de maintenance et de revêtement des routes contribuent à réduire les accidents de circulation, éliminer les points noirs, fluidifier le trafic et ouvrir un axe stratégique qui contribue à la dynamique de développement national, a souligné M. Harbouche.

APS

Le plan de la Chine pour dominer la course à l'IA s'avère déjà payant

Un réseau de filières scolaires ultra-compétitives a formé les figures de proue de la science et de la technologie. Il y a environ trois ans, Stacey Tang, cadre dans une entreprise pharmaceutique à Pékin, a reçu un appel téléphonique étrange. Une voix venant d'un numéro de téléphone fixe inconnu lui a donné pour instruction de faire passer à son fils de 15 ans un test de qualification pour la « classe de surdoués » de l'un des lycées d'élite de la ville.

3^e partie et fin

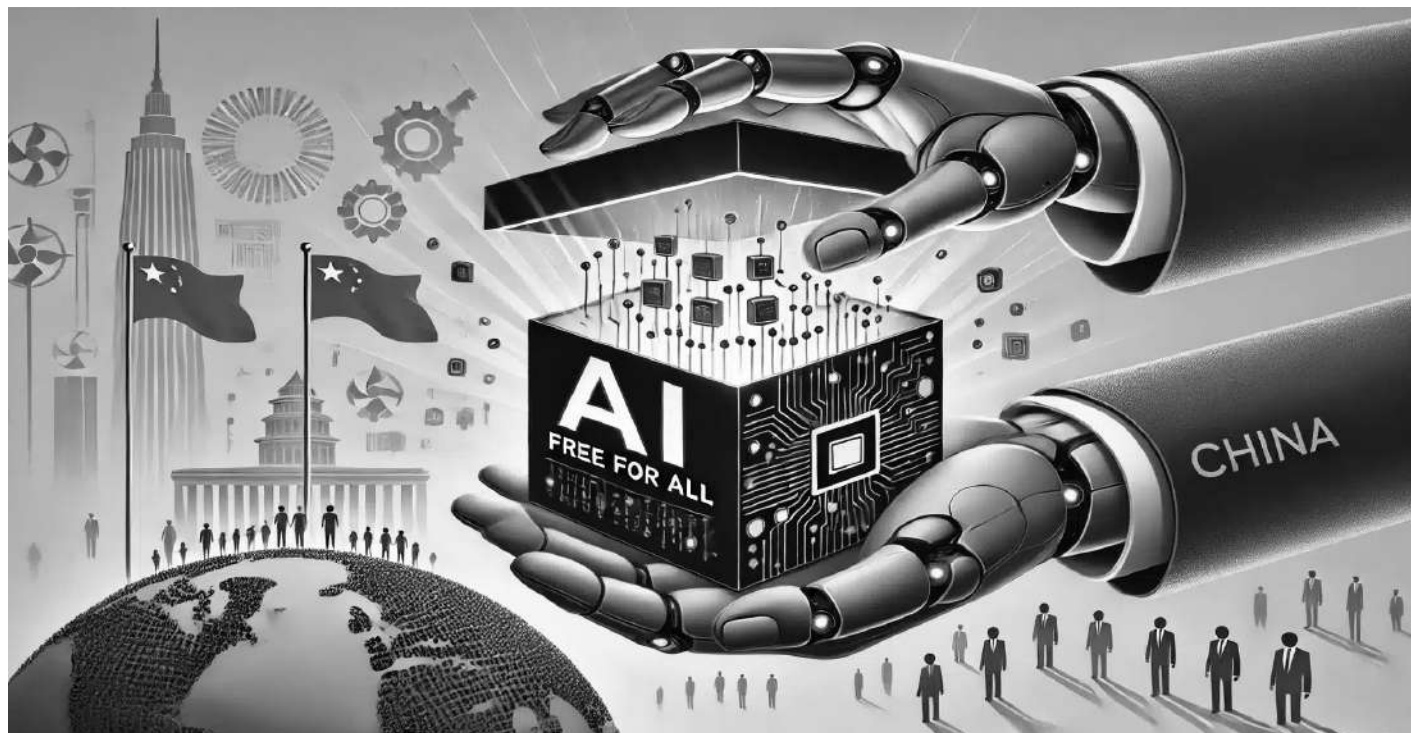
Par Zijing Wu est le correspondant technologique du FT pour l'Asie

Agé aujourd'hui de 40 ans, il participe toujours chaque année à des concours de codage, malgré son emploi du temps chargé à la tête de l'une des principales entreprises chinoises spécialisées dans la conduite autonome. « C'est comme un entraînement annuel qui me permet de ne pas rouiller », explique-t-il.

Lou est convaincu que le système des classes pour élèves surdoués encourage l'auto-apprentissage, qui aide les élèves à résoudre les problèmes les plus difficiles, dont certains sont insolubles même pour leurs enseignants, plutôt que de se fier à l'apprentissage par cœur exigé par le gaokao. Ce qu'il a appris lui a également permis de contribuer à la refonte stratégique de Pony.ai en 2020, a-t-il déclaré. Sa start-up atteignait un plateau lorsqu'il s'est rendu compte qu'il fallait passer du modèle initial, selon lequel des humains enseignaient aux robotaxis quoi faire, à un nouveau modèle dans lequel les humains définiraient les objectifs des robotaxis, puis les laisseraient apprendre par eux-mêmes. Cela a été une décision difficile, qui impliquait de passer des années à construire un modèle autonome du monde de la conduite pour que l'ordinateur puisse apprendre par lui-même. Mais Lou pense que cela en valait la peine et que cela pourrait même ouvrir la voie vers l'intelligence artificielle générale (IAG), un système hautement autonome qui surpasserait les humains dans diverses tâches. « Nous étions, et sommes toujours, convaincus que c'est ainsi que l'on parviendra à l'intelligence ultime dans le domaine de la conduite autonome », m'a confié Lou. « Je ne pense pas que l'IAG émergera comme beaucoup le prévoient, sous la forme d'une intelligence générale telle que le LLM [grands modèles de langage, NdT]. Mais, secteur après secteur, l'IA atteindra le niveau de l'intelligence humaine, voire le dépassera, si elle est correctement entraînée. La conduite autonome devrait être l'un des premiers domaines où cela se produira. Cela pourrait arriver d'ici cinq ans. » Pendant ce temps, Lou met en pratique cette théorie de l'auto-apprentissage guidé dans l'éducation de sa propre fille, qui est encore à l'école primaire. « Nous lui fixons des objectifs et lui enseignons les disciplines de base. Pour le reste, elle a toute liberté pour explorer. »

Bien sûr, parmi les millions d'élèves qui se sont entraînés dur dans des classes pour surdoués au fil des ans, il y a forcément des échecs et des cas particuliers. J'ai été l'un d'entre eux.

Adolescent, mes excellents résultats en mathématiques m'ont propulsé dans la classe des surdoués de mon lycée, l'un des meilleurs de la ville de Hangzhou, dans l'est du pays. Malgré mon intérêt pour la lecture et l'écriture de fiction, le poids des attentes de mes professeurs et de mes parents était tout simplement trop important pour que je puisse y résister. Je me souviens qu'un res-



pensable du bureau régional de l'éducation m'avait supplié : « Tu as une chance de remporter une médaille en sciences, et tu veux la gâcher en écrivant sur des personnages imaginaires ? » Il avait été invité par mon directeur pour me persuader, moi et un autre élève récalcitrant, de rejoindre la filière pour élèves doués. Bien sûr, c'est ce que nous avons fait.

Ma première année au lycée a été pénible. Alors que nous avions les mêmes professeurs d'anglais et de chinois que les classes normales, nous, les élèves de la classe pour surdoués, avions nos propres professeurs pour les mathématiques, la physique, la chimie et la biologie. On attendait de chaque élève qu'il choisisse les mathématiques et au moins une autre matière comme matière principale, puis qu'il suive des cours supplémentaires consacrés à la préparation aux concours. J'ai choisi la chimie, qui me semblait être l'option la moins ennuyeuse, et je me suis embarqué dans deux années d'entraînement intensif, pendant lesquelles nous devions terminer le programme scolaire des trois années de lycée et environ la moitié du programme universitaire de chimie et de mathématiques, avant de passer le concours national à la fin de la deuxième année.

Pour trouver le temps nécessaire à une telle charge de travail, notre classe a tout simplement abandonné l'histoire, la géographie et la politique. Il y a eu un débat pour savoir s'il fallait conserver l'éducation physique. L'école a finalement décidé de la conserver, estimant que les élèves devaient rester en bonne santé pour pouvoir faire face à des études aussi intensives. Je lisais mes romans en cachette, les déchirant en livrets de 100 pages que je cachais dans mes manuels scolaires épais comme des briques. En conséquence, mes notes n'étaient pas très bonnes et on a de façon globale considéré que j'étais incapable de remporter des prix et de faire honneur à notre école.

Un jour, quelque chose m'est apparu clairement lors d'une conférence donnée par un

ancien élève médaillé. Si j'obtenais un classement suffisamment élevé pour être admis directement à l'université, je pourrais profiter de toute ma troisième année de lycée en toute liberté. Plus d'école, plus de devoirs, plus d'examens blancs. Si je n'y parvenais pas, ma troisième année de préparation au gaokao serait encore pire que ma première.

Avec cette nouvelle motivation, je me suis mis à étudier sérieusement la chimie et, à ma grande surprise, j'ai trouvé cela agréable. L'environnement d'apprentissage immersif créait une sorte de vide, bloquant les distractions. Réussir à résoudre un problème difficile me semblait précieux. Mes camarades de classe étaient stimulants et me poussaient à vouloir en apprendre davantage. J'ai fait partie des huit élèves de ma classe à remporter un prix et à obtenir une admission directe à l'université. Mon score final était juste un point au-dessus du seuil requis. J'avais échappé au redoutable gaokao.

Une année de relative liberté s'ensuivit effectivement. Alors que tous les autres étudiants jour et nuit, les élèves qui avaient déjà obtenu une place à l'université étaient chargés par l'école de nettoyer les escaliers, entre autres tâches diverses. Mais certains d'entre nous ont commencé à faire le mur, faisant une heure de vélo pour aller dans le meilleur restaurant de nouilles et aller au cinéma, essayant de compenser pour les deux années qu'ils avaient passé enterrés sous les livres.

Le moment était venu de choisir une université et une filière. J'étais partagé entre la chimie à l'université de Pékin et le journalisme à l'université de Fudan, toutes deux les meilleures universités en Chine, mais totalement différentes. Puis est arrivé le test de sélection pour l'équipe nationale des Olympiades de chimie. J'ai obtenu 23 points sur 100. Tous les candidats sélectionnés avaient obtenu la note maximale. J'ai perdu tout espoir. Finalement, j'ai été le seul de ma classe à choisir une filière non scientifique. Sur les 50 étudiants de ma

promotion, environ un tiers occupe aujourd'hui des postes à responsabilité dans des entreprises technologiques en Chine et aux États-Unis. Les autres s'en sont généralement bien sortis eux aussi, dans les domaines de la finance, de la santé et de l'enseignement supérieur.

Le plan de la Chine pour les génies porte certainement ses fruits au niveau national. Au niveau individuel, cependant, je me demande si le programme en valait vraiment la peine pour tous ceux d'entre nous qui y ont participé, volontairement ou non, au cours des dernières décennies. Après toutes ces années d'études, je peux à peine me souvenir du tableau périodique des éléments. Ce qui perdure, cependant, c'est la soif de questionner, la rigueur de la réflexion et le cran d'affronter l'inconnu. Dai Wenyuan, diplômé d'une classe pour génie âgé de 43 ans et champion du monde de codage il y a 20 ans, m'a confié qu'il considérait le talent comme l'atout majeur de la Chine dans la course mondiale à l'IA. « Il y a plus de 1 000 modèles d'IA générative enregistrés [en Chine], ce qui est inimaginable ailleurs, en effet, où trouverait-on ailleurs suffisamment d'équipes d'ingénieurs pour construire à une telle échelle ? », a-t-il déclaré.

En 2014, Dai a fondé Fourth Paradigm, une entreprise de logiciels d'IA qui a fait de lui un milliardaire. Parallèlement, il continue d'entraîner l'équipe de compétition de codage de son alma mater, l'université Jiao Tong de Shanghai. « J'ai été témoin direct de la façon dont la Chine est passée d'un manque total de talents en IA il y a 20 ans à un véritable vivier dans ce domaine » a-t-il déclaré. « Certaines de nos tâches les plus pointues sont désormais réalisées par de jeunes diplômés. Les véritables génies qui changeront bientôt le monde pourraient bien se trouver parmi eux. »

Source : Financial Times ; publié le 11/03/2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

TUNISIE

Le secteur de l’huile d’olive peut devenir un moteur de croissance économique

Des représentants de l’Ordre des ingénieurs tunisiens ont estimé que le secteur de l’huile d’olive dispose d’un potentiel important pour devenir un levier majeur de croissance économique et de développement régional en Tunisie, à condition d’adopter une stratégie fondée sur l’innovation, la recherche scientifique et une gouvernance économique moderne. Cette déclaration a été faite lors d’une audition organisée par la Commission de l’agriculture, de la sécurité alimentaire, de l’eau et de la pêche au Parlement tunisien, consacrée aux perspectives de développement de la filière oléicole. Les représentants de l’Ordre ont exprimé leur volonté de collaborer avec le pouvoir législatif afin de proposer des solutions scientifiques et des recommandations techniques visant à moderniser et améliorer la performance du secteur.

Agence

TUNISIE

Près de 548 millions de dinars d’investissements agricoles privés approuvés en 2025

Les investissements agricoles privés approuvés par l’Agence de promotion des investissements agricoles (APIA) ont atteint environ 547,99 millions de dinars au cours de l’année 2025, répartis sur 6.513 opérations d’investissement. Selon les données publiées par l’agence publique, la valeur totale des investissements approuvés a augmenté de 15 % par rapport à l’année précédente, malgré une baisse du nombre de projets de l’ordre de 7 %. Par ailleurs, les investissements déclarés durant l’année 2025 ont enregistré une diminution du nombre d’opérations de 13 %, avec 9.343 projets contre 10.777 projets en 2024.

Agence

PRODUCTION PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE EN EGYPTE

Al-Sissi appelle à utiliser la fracturation hydraulique

Al-Sissi a demandé d’utiliser les technologies modernes de fracturation hydraulique et de forage horizontal pour accroître la production pétrolière et gazière en Egypte. Lors d’une réunion avec le premier ministre et le ministre du pétrole, il a insisté sur l’importance de la modernisation des infrastructures et de la coopération avec les entreprises pour répondre aux besoins locaux et réduire les importations.

R I/Agence

Le président Abdel Fattah Al-Sissi a insisté sur la nécessité « d’élaborer un mécanisme permettant de développer les activités de prospection afin de répondre aux besoins locaux en produits pétroliers et gaziers et de réduire les importations », lors d’une réunion mercredi 11 mars avec le premier ministre Mostafa Madbouly et le ministre du Pétrole et des ressources minérales, Karim Badawi, selon un communiqué de la présidence. Il a ainsi appelé la production pétrolière à faire usage de technologies modernes dans la fracturation hydraulique et le forage horizontal, permettant d’en accroître le rendement en s’inspirant des expériences internationales et régionales réussies. Il a également demandé d’adapter les mécanismes nécessaires afin d’assurer leur « application économique optimale », en coopération avec les grandes entreprises du secteur et les partenaires de production

Face aux répercussions de la guerre au Moyen-Orient, le chef de l’Etat avait demandé au gouvernement de sécuriser les stocks stratégiques de produits pétroliers et d’assurer les approvisionnements en gaz nécessaires à la production électrique et industrielle, tout en intensifiant les investissements dans les infrastructures énergétiques et la prospection. Le président s’est également enquis des mesures prises pour garantir l’approvisionnement en produits pétroliers nécessaires aux secteurs de production et aux centrales électriques, dans un contexte de hausse des prix du pétrole et du gaz liée à l’escalade des tensions dans la région. « Le secteur pétrolier accélère ses démarches pour mettre en œuvre les techniques de fracturation hydraulique et de forage horizontal, qui permettent d’accéder à des ressources pétrolières et gazières difficiles à exploiter par les méthodes traditionnelles et d’opérer un saut qualitatif dans les niveaux de production de pétrole brut et de gaz », a pour sa part ex-

pliqué le ministre du Pétrole, Karim Badawi. « Le secteur pétrolier est engagé à s’acquitter des redevances dues aux partenaires étrangers jusqu’à leur remboursement intégral, et veillera à ce qu’aucun retard ne soit enregistré à l’avenir dans le versement des échéances mensuelles », a-t-il aussi ajouté, assurant que son ministère suivait une stratégie qui repose sur la consultation continue avec les investisseurs pour connaître leurs demandes et leurs propositions afin de parvenir à un système qui profiterait à toutes les parties. Le ministère du Pétrole avait annoncé mardi une hausse immédiate de 3 livres égyptiennes du prix des carburants à partir du 10 mars, soit une augmentation allant de 14 % à 30 %, en raison de l’escalade militaire au Moyen-Orient et de la flambée des prix du pétrole sur les marchés mondiaux. Cette décision intervient dans un contexte de perturbations des approvisionnements mondiaux liées aux tensions autour du détroit d’Ormuz, par où transite une part importante du pétrole mondial.

POUR LES VISITEURS AFFECTÉS PAR LES PERTURBATIONS DE VOYAGE

Qatar Tourism annonce la prolongation finale des séjours hôteliers

Qatar Tourism a annoncé que la prolongation temporaire des séjours hôteliers accordée aux visiteurs affectés par les perturbations de voyage demeurera en vigueur jusqu’au 14 mars courant, offrant ainsi aux hôtes un délai supplémentaire pour organiser leur retour vers leurs destinations. Dans un communiqué publié au-

jourd’hui, Qatar Tourism a précisé que cette mesure exceptionnelle a été mise en place afin de soutenir les voyageurs dont les plans ont été bouleversés par des circonstances imprévues. Les visiteurs éligibles, dont les vols ont été annulés ou perturbés depuis le 28 février dernier, ont bénéficié d’une prolongation

gratuite de leur séjour dans les hôtels agréés, incluant le maintien dans la même catégorie de chambre ainsi que la prise en charge de trois repas par jour. Cette initiative a été rendue possible grâce à la coordination entre Qatar Tourism et ses partenaires du secteur hôtelier. Qatar Tourism a par ailleurs indiqué que les visiteurs actuelle-

ment présents peuvent finaliser leurs arrangements de voyage avant le 14 mars. Pour toute assistance, ils sont invités à s’adresser au personnel de la réception de leur hôtel ou à contacter la ligne directe de Qatar Tourism au 106.

R I.

MAURITANIE

Vers un toilettage du Code des Douanes

La Mauritanie va vers un large toilettage du Code des Douanes pour accompagner les grandes mutations et nouvelles dynamiques. C’est dans cet esprit que le gouvernement a examiné et adopté, un projet de loi abrogeant et remplaçant la loi 2017-035 du 21 décembre 2017, portant Code des Douanes, à l’occasion de sa réunion hebdomadaire du mercredi 11 mars 2026. Ce projet de loi vise d’une part “à créer un outil juridique qui accompagne les actuels et

futurs défis, combinant entre la rapidité et l’efficacité des procédures de dédouanement. Il vise, spécialement, à admettre la qualité de l’opérateur économique, renforcer les mesures de lutte contre la fraude et la contrebande et s’adapter à l’essor numérique des transactions commerciales et des procédures douanières”, explique le communiqué du Conseil des Ministres. D’autre part, le projet de Code des Douanes “établit des règles de contentieux douanier

qui protègent les droits des usagers du service, qu’ils soient déclarants, opérateurs économiques ou transporteurs, tout en garantissant la protection des consommateurs, les intérêts du trésor public le respect des règles d’orientation de la politique économique nationale. Dans l’ensemble, la modification proposée offre le fondement d’un Code des Douanes conforme aux législations nationales, régionales et internationales”.

R I.

GASTAT

L’économie saoudienne enregistre une croissance de 4,5 % en 2025

Le produit intérieur brut (PIB) réel de l’Arabie Saoudite a enregistré une croissance de 4,5 % en 2025 par rapport à l’année précédente, portée par la progression de l’ensemble des secteurs économiques. Les activités pétrolières ont connu une hausse de 5,7 %, les activités non-pétrolières ont augmenté de 4,9 %, tandis que les activités gouvernementales ont progressé de 0,9 %. Selon les résultats de l’Autorité générale

des statistiques (GASTAT) concernant le PIB réel pour l’année 2025 et son quatrième trimestre, la valeur du PIB aux prix courants a atteint 4 789 milliards de riyals. Parmi les secteurs économiques, l’extraction du pétrole brut et du gaz naturel a enregistré la plus forte contribution, représentant 17,1 % du total, suivie des activités gouvernementales (14 %), du commerce de gros et de détail ainsi que de la restauration et de l’hôtellerie (12,3 %), des indus-

tries manufacturières hors raffinage du pétrole (11,1 %) et de la construction (8 %). Pour le quatrième trimestre de 2025, l’économie saoudienne a affiché une croissance de 5 %. Plusieurs secteurs ont poursuivi leur dynamique, avec l’extraction du pétrole et du gaz naturel enregistrant la plus forte croissance trimestrielle, à 12,4 % en glissement annuel et 4,2 % par rapport au trimestre précédent. Le commerce de gros et de détail, la restauration et l’hôtellerie

ont progressé de 5,4 % sur un an. Les activités pétrolières ont été le principal moteur de la croissance du PIB réel au quatrième trimestre 2025, contribuant à hauteur de 2,6 points de pourcentage, tandis que les activités non-pétrolières ont apporté 2,4 points. Après ajustement saisonnier, les activités non-pétrolières ont contribué pour 0,9 point, et les activités pétrolières pour 0,5 point de pourcentage.

Agence

COOPÉRATION NUMÉRIQUE

La Zambie veut s’inspirer de l’expérience kényane

Les pays africains accélèrent leur transformation numérique. Pour soutenir cette dynamique, les États misent de plus en plus sur la coopération Sud-Sud et l'entraide régionale.

R I/Agence

Le gouvernement de la Zambie cherche à tirer parti de l'expérience du Kenya dans le développement de l'économie numérique. Dans cette optique, le ministre zambien de la Technologie et de la Science, Felix Mutati, a effectué une visite à Nairobi cette semaine où il a rencontré le ministre chargé de l'Innovation et de l'Économie numérique, Stephen Isaboke. Les discussions ont porté sur plusieurs chantiers clés, dont la cybersécurité et la régulation de l'espace numérique. Les responsables ont notamment évoqué la législation kényane sur les cybercrimes, en particulier la loi Computer Misuse and Cybercrimes Act - qui encadre la lutte contre les infractions numériques et les abus en ligne - et les stratégies visant à faire face à la désinformation et à la propagation de contenus trompeurs sur les pla-

teformes numériques. « Cette consultation a également porté sur la stratégie nationale du Kenya en matière d'intelligence artificielle pour la période 2025-2030, la gouvernance des médias numériques, la liberté de la presse et les approches réglementaires équilibrées qui visent à autonomiser les citoyens tout en encourageant une utilisation responsable des plateformes numériques », a indiqué le ministre kényan chargé des TIC. Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique de coopération continentale impulsée par l'Union africaine des télécommunications (UAT) pour accélérer la transformation numérique de l'Afrique. Une tendance qui se vérifie à travers plusieurs partenariats bilatéraux récents comme le Gabon qui se tourne vers le Maroc, la Guinée vers le Rwanda ou encore le Soudan vers l'Éthiopie. Pour les autorités zambiennes, ce type de coopération constitue une opportunité de

s'inspirer des expériences réussies sur le continent afin de renforcer leurs propres politiques numériques. Le Kenya est en effet souvent cité comme l'un des écosystèmes technologiques les plus dynamiques d'Afrique, notamment grâce à ses avancées dans les services numériques et l'innovation. En matière de cybersécurité, le pays figure parmi les références du continent, selon l'Union internationale des Télécommunications. Il occupe la 3^e place en Afrique subsaharienne à l'indice de préparation à l'IA, avec un score de 52,55 sur 100, d'après le cabinet britannique Oxford Insights. L'écosystème des start-up kényanes se distingue également, faisant partie du « Big 4 » africain aux côtés du Nigeria, de l'Égypte et de l'Afrique du Sud. Selon Partech Africa, ces jeunes pousses ont levé 335 millions \$ en 2023, 221 millions \$ en 2024 et 539 millions \$ en 2025.

CÔTE D'IVOIRE

Un plan de 35 millions \$ pour renforcer le vrac minier au port d’Abidjan

L'opérateur portuaire renforce ses capacités logistiques en Côte d'Ivoire, pour se positionner sur la croissance attendue des flux de vrac minier en Afrique de l'Ouest. Ceci dans un contexte d'expansion des projets miniers dans la région, susceptible d'accroître le trafic de matières premières transitant par le port d'Abidjan. Le groupe SEA-Invest, concessionnaire du terminal minéralier du Port autonome d'Abidjan, a engagé un programme d'investissement de près de 20 milliards FCFA (environ 35 millions USD) pour moderniser ses installations et renforcer la manutention des vrac minéraux. Cette initiative vise notamment à soutenir la

progression des flux issus des activités minières. L'opérateur prévoit entre autres 2 nouvelles barges de capacité supérieure à celles actuellement disponibles, ainsi que 2 trémies avec système de captation de poussière, destinées à décharger les matières premières utilisées par l'industrie cimentière. A noter qu'une première vague de nouveaux équipements a déjà été réceptionnée, dont des grues dont le coût est évalué à environ 8 milliards FCFA. Elles renforceront les capacités de chargement/déchargement des vrac transportant des produits tels que le gypse, le calcaire ou le clinker.

Un positionnement sur les flux minier nationaux et sous-régionaux

Cet investissement répond à une dynamique croissante du secteur minier ivoirien, dont la contribution au PIB est passée d'environ 1 % à 5 % sur la dernière décennie, avec 13 % des exportations nationales. Il s'inscrit également dans les perspectives de croissance des flux miniers régionaux, avec entre autres la montée en puissance du Mali comme exportateur de lithium. Plusieurs compagnies actives dans ce pays sahélien enclavé préparent en effet l'entrée en phase d'exploitation de leurs projets miniers, et envisagent déjà d'utiliser le port d'Abidjan comme principale porte

de sortie maritime pour leurs expéditions. Le groupe chinois Ganfeng Lithium, qui a démarré les exportations de concentré de lithium entre mai et juin 2025, a d'ailleurs indiqué avoir choisi le port ivoirien comme hub logistique pour ses flux. Pour rappel, SEA-Invest assure depuis 2009 la gestion de deux terminaux au port d'Abidjan, un terminal fruitier et un terminal minéralier, dans le cadre d'une convention de concession. Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie d'extension et de modernisation des capacités portuaires de la Côte d'Ivoire, visant à soutenir la croissance des échanges commerciaux et des activités industrielles.

Agence

IMPORTATION DE VÉHICULES

La RDC abaisse de 20 à 15 ans l’âge maximal autorisé

Le marché des véhicules d'occasion est en plein essor dans plusieurs pays du continent. Cependant, l'âge de certains véhicules importés peut poser problème pour diverses raisons. Les autorités congolaises prennent des mesures. La République démocratique du Congo (RDC) s'est dotée d'un nouveau cadre réglementaire pour l'importation des véhicules d'occasion. Signé le 24 janvier 2026 par la Première ministre Judith Suminwa Tuluka, le décret fixe de nouvelles règles pour ce secteur et abroge les dispositions antérieures issues des décrets de 2012 et 2017. Selon ce texte, l'âge maximal des véhicules importés est désormais limité à 15 ans pour plusieurs catégories, notamment les voitures pour particuliers, les véhicules utilitaires, les poids lourds, ainsi que les ambulances, corbillards et camions-citernes. Seuls les tracteurs agricoles, fores-

tiers et miniers peuvent être importés jusqu'à 20 ans d'âge. Ce resserrement marque un retour à un seuil plus strict, alors que le régime introduit en 2017 avait relevé la limite générale de 10 à 20 ans. Le décret introduit également plusieurs exigences administratives et techniques. Tout véhicule importé doit être accompagné d'un certificat de contrôle technique délivré dans le pays de provenance et attestant de son état, de la carte grise ou du certificat d'immatriculation — ou d'une copie légalisée — ainsi que d'un acte de cession légalisé. En cas de doute sur l'âge réel du véhicule ou sur son état technique, l'administration des douanes peut mandater un expert automobile agréé ou assermenté. Les frais de cette expertise sont à la charge de l'importateur. Les véhicules jugés non conformes peuvent faire l'objet soit d'une réexportation, soit d'une destruction, aux frais du

transitaire ou du transporteur. Le texte exclut de son champ d'application les véhicules de collection, définis comme des véhicules âgés d'au moins 30 ans, dont la production a cessé et qui sont conservés pour leur valeur historique, patrimoniale ou esthétique. Le décret entre en vigueur à la date de sa signature. Il prévoit toutefois une période transitoire de six mois à compter de sa publication au Journal officiel, afin de permettre aux importateurs et aux opérateurs du secteur de se conformer aux nouvelles dispositions. À travers cette réforme, le gouvernement entend à la fois renforcer la sécurité routière, réduire l'impact environnemental du parc automobile et moderniser la réglementation du commerce des véhicules d'occasion dans le pays.

Agence

FILIÈRE KARITÉ

Les acteurs togolais réfléchissent à la durabilité du secteur

Au Togo, les acteurs de la filière karité ont engagé, le jeudi 12 mars 2026 à Kara, une réflexion sur les perspectives de développement et de durabilité de ce sous-secteur agricole. La rencontre, organisée autour du thème : « La filière karité face aux enjeux et défis de la durabilité : état des lieux et perspectives » s'inscrit dans la dynamique de structuration du secteur et ouvre la voie à la mise en place du Conseil interprofessionnel de la filière karité du Togo (CIFKAT). Elle a réuni plus de 150 participants, dont des producteurs, transformateurs et exportateurs, ainsi que des représentants des services techniques de l'État (agriculture, environnement, commerce) et des partenaires financiers. Au cours des échanges, les participants ont analysé les enjeux économiques, sociaux et environnementaux liés à la filière. Les discussions ont notamment porté sur la gestion durable des parcs à karité, l'amélioration de la qualité des amandes, le renforcement de la transformation locale et la création de plus de valeur ajoutée autour des produits dérivés. Les acteurs ont également évoqué des questions liées à la structuration des coopératives, à l'entrepreneuriat féminin et à l'accès aux marchés. L'objectif est de mieux organiser la chaîne de valeur et de renforcer la compétitivité de la filière sur les marchés régionaux et internationaux. Selon les organisateurs, ces échanges ont aussi permis de poser les bases d'initiatives visant la régénération naturelle assistée des parcs à karité et l'adaptation de la filière aux effets du changement climatique, dans un contexte où la préservation de cette ressource naturelle devient un enjeu majeur. Au plan international, le Togo se positionne comme le 7^e producteur mondial de karité, avec une production annuelle estimée entre 35 000 et 50 000 tonnes d'amandes. Pour les acteurs du secteur, les démarches engagées devraient contribuer à renforcer ce potentiel et à améliorer les retombées économiques de la filière. Pour Elisabeth Essodolom Pali-Tchalla, le karité constitue une source importante de revenus pour des milliers de femmes rurales, tout en représentant un levier de développement local. Toutefois, malgré son potentiel économique, la filière reste confrontée à plusieurs défis. La responsable appelle ainsi les différents acteurs à définir de nouvelles stratégies de promotion et de valorisation du karité, afin d'en faire un secteur plus structuré et un véritable levier de développement durable pour l'économie togolaise.

Agence

MOYEN-ORIENT

Semaine chahutée pour les marchés, mais pas de panique boursière

Les Bourses mondiales ont terminé la deuxième semaine de guerre au Moyen-Orient dans le rouge vendredi, plombées par la crainte d'une accélération de l'inflation, sans toutefois céder à la panique face à la flambée des prix du pétrole depuis le début du conflit.

R I/Agence

New York, le Dow Jones a cédé 0,26%, le Nasdaq a reculé de 0,93% et l'indice élargi S&P 500 a reculé de 0,61%. Les indices américains ont connu un recul modéré depuis le début du mois: d'environ 3,6% pour le S&P 500 et 4,9% pour le Dow Jones, au plus bas depuis novembre. Même dynamique en Europe: Paris a perdu 0,91%, Londres 0,43%, Milan 0,31% et Francfort a cédé 0,60%. Soit entre -5% et -7% depuis le début de la guerre. Il s'agit de nettes baisses certes, mais sans commune mesure avec les fluctuations sur le marché de la dette souveraine ou l'envolée des prix de l'énergie. "Les investisseurs du monde entier restent captivés par les informations en provenance de la guerre en Iran et par leurs répercussions sur les prix de l'énergie. La fuite vers les valeurs refuges se poursuit", analyse Andreas Lipkow pour CMC Markets. La situation n'est "pas si catastrophique" mais "peut dégénérer à tout moment", estime Andrea Tueni, responsable des activités marché de Saxo Bank, qui relève "la résilience assez forte" des marchés américains. "Tant que les marchés estiment que (le conflit) va être limité dans le temps, l'histoire montre que cela a peu d'impact sur les marchés d'actions", estime Nicolas Bickel, responsable des investissements pour la Banque privée Edmond de Rothschild.

30 dollars de plus par baril

Principale préoccupation mondiale, le prix du pétrole a connu une nouvelle

hausse vendredi. Le cours du baril de Brent, référence internationale pour le pétrole, s'est envolé de plus de 42% depuis le premier jour de guerre au Moyen-Orient, passant de 72,48 dollars à 103,14 dollars. Son équivalent américain, le baril de WTI, s'est envolé de plus de 47% depuis le début du conflit, à 98,71 dollars. "Deux semaines après le début de la crise, le marché pétrolier commence à ressentir les effets concrets d'une perturbation de l'approvisionnement", souligne, dans une note, JP Morgan. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a estimé jeudi dans un rapport que la production des pays du Golfe était réduite d'environ 30%, soit 10 millions de barils par jour. Des mesures, comme l'activation des réserves stratégiques ou une pause temporaire des sanctions américaines sur le pétrole russe, ont bien été prises dans la semaine. Mais elles ont été jugées insuffisantes par le marché face à l'ampleur de la crise. "Tant qu'aucune issue à la guerre ne se profilera, les prix resteront bien soutenus", anticipe Barbara Lambrecht, de Commerzbank. Ils restent toutefois moins élevés qu'en début de séance asiatique lundi, lorsqu'ils avaient frôlé le seuil des 120 dollars.

Coûts d'emprunt en hausse

Le taux d'emprunt allemand à 10 ans, référence européenne, a atteint 2,98%, contre 2,95% la veille en clôture, son plus haut depuis fin 2023. Son équivalent français a enregistré 3,67%, son niveau le plus haut depuis 2011.

Outre Atlantique, la tension était aussi palpable. Le rendement à dix ans des emprunts de l'Etat américain était de 4,28% vers 20H45 GMT, contre 3,94% avant les premières frappes israélo-américaines en Iran. Ces taux guident les coûts d'emprunt pour les ménages, au même titre que ceux des banques centrales. Dans ce contexte, la réunion de la

Banque centrale européenne (BCE) sera particulièrement scrutée par les investisseurs jeudi prochain, tout comme celle de la Réserve fédérale américaine (Fed) la veille. Les experts s'attendent à ce que les deux institutions maintiennent leurs taux à leur niveau actuel. Mais les prises de parole de leurs dirigeants seront très attendues.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Mars 2026

Valeur : 16 Mars 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		131.6538	131.6688
1	EUR	EURO		152.0865	152.1301
1	GBP	POUND STERLING		176.2906	176.4051
100	JPY	JAPANESE YEN		82.9211	82.9514
1	CNY	CHINESE YUAN		19.1541	19.1580
1	CHF	SWISS FRANC		168.3768	168.4606
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.9254	96.9650
1	DKK	DANISH KRONE		20.3540	20.3610
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2384	14.2431
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6357	13.6413
1	AED	UAE DIRHAM		35.8407	35.8595
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.0824	35.0883
1	KWD	KUWAITI DINAR		429.3992	429.5883
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.7010	45.1503
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0687	14.0703
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.6470	20.7529
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3088	3.3191
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.7143	179.7143

WALL STREET

Clôture sa 3^e semaine de consolidation, au plus bas

Wall Street termine sur une note de lourdeur ce vendredi, les investisseurs ont cru à un rebond en matinée (avec quelques rachats à bon compte un peu appuyés sur Micron, Western Digital, Blackstone), les indices ont gagné jusqu'à 0,5% en tout début de séance avant de basculer rapidement et d'aligner une 4^{ème} clôture dans le rouge. Le Nasdaq et le SP500 terminent tous deux en baisse de -0,6% et cela porte leur recul hebdo à -1,3% et -1,6% respectivement : c'est le troisième repli hebdomadaire consécutif et même s'il n'apparaît pas spectaculaire, cela suffit à compromettre des supports qui "tenaient" depuis fin novembre dernier. De surcroît, on voit clairement se dessiner un "rounding-top" caractéristique d'une fin de vague

haussière moyen ou long terme. Sur le Dow Jones qui ne s'est effrité que de 0,25% à 24.380, la structure sommitale s'apparente plutôt à une "tête/épaules" mais le pronostic n'est pas plus favorable avec la rupture de la "ligne de cou" -qui se confond avec la MM100 vers 48.300- survenue le jeudi 5 mars. Le "DOW" termine la semaine au contact de la MM200 qui gravite vers 46.560 : elle n'avait plus été enfoncée depuis le 10 mars 2025, 6 semaines après une culmination sous 45.000Pts. Le délai est un peu plus court cette fois-ci puisqu'il n'aura fallu que 4 semaines, et le contexte s'avère beaucoup plus préoccupant si l'on considère la trajectoire des marchés de taux : ces derniers se détendaient début 2025, ils viennent de reprendre +33Pts sur les T-Bonds en 2 se-

maines (même écart sur les Bunds d'ailleurs). La tension des taux accompagne la progression continue des cours pétroliers, qui reviennent à des plus hauts depuis l'été 2022 : il ne subsiste aucun espoir de voir Jerome Powell évoquer une baisse de taux à 3 séances du FOMC de la Réserve fédérale américaine, ni ce 18 mars, ni d'ici la fin de son mandat en mai. Si le rendement des T-Bonds est un peu redescendu entre 13H30 et 14H45, c'est pour de mauvaises raisons : des chiffres de la croissance US ont été fortement revus à la baisse. La seconde estimation du PIB américain du quatrième trimestre divise par deux la première, de +1,4% à 0,7% (le consensus prévoyait un score inchangé à 1,4%) : d'un trimestre sur l'autre, la croissance est divisée par plus

de 6 (de 4,4 à 0,7%). Parmi les autres indicateurs du jour, l'indice de confiance des consommateurs calculé par l'Université du Michigan a reculé de 56,6 à 55,5 en mars, les ménages s'inquiétant de la remontée des prix de l'essence, ce qui ne laisse pas présager un rebond du PIB début 2026. En d'autres circonstances, une telle déconfiture aurait pu ouvrir la porte à une prochaine baisse de taux de la Réserve fédérale, si les anticipations d'inflation n'étaient pas en train de repartir à la hausse avec la flambée du pétrole. Pour résumer, c'est la pire des équations : ralentissement économique d'un côté, inflation de l'autre, le tout sur fond d'incertitude totale sur le front géopolitique, et la fâcheuse sensation que plus personne ne maîtrise

les conditions (ou n'est capable d'imposer) la cessation du conflit au Moyen Orient. Le seul élément positif en cette veille de weekend, où de bonnes surprises peuvent survenir, est de nature technique : l'indice de volatilité VIX - connu sous le nom d'indice de la peur - efface 0,4% à 27,2 : il efface donc 7% sur la semaine (le scénario inverse n'aurait étonné personne). Ces considérations relèguent au second plan l'autre "chiffre du jour" : l'indice des prix à la consommation des ménages (PCE) a augmenté de 0,4% en janvier, conformément aux prévisions, portant la hausse en rythme annuel à 3,1%, une donnée là aussi sans surprise.

Agence

DÉTROIT D'ORMUZ

Téhéran et Washington démentent toute escorte de pétrolier

La Maison Blanche et le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) ont tour à tour démenti, mardi, les affirmations du secrétaire américain à l'Énergie, Chris Wright, selon lesquelles l'US Navy aurait escorté avec succès un pétrolier à travers le détroit d'Ormuz.

L'incident a débuté par une publication de Wright sur les réseaux sociaux, affirmant que l'administration Trump assurait la « stabilité de l'énergie mondiale » malgré les opérations militaires. Ce message a été supprimé peu après sans explication.

Le démenti Téhéran

Depuis Téhéran, le porte-parole des Gardiens de la Révolution, Sardar Naini, a qualifié ces propos de sans fondement. « Aucun navire américain n'osera s'approcher de la mer d'Oman, du golfe Persique ou du détroit d'Ormuz en temps de guerre », a-t-il déclaré, selon des propos rapportés

par le radiodiffuseur public IRIB. Naini a ajouté que l'Iran paralyserait tout mouvement de la flotte américaine et de ses alliés lors des opérations de missiles iraniennes.

Mise au point de la Maison Blanche

À Washington, la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, a confirmé qu'aucune escorte n'avait eu lieu « pour le moment », tout en précisant que cette option restait sur la table : « C'est une option que le Président a dit qu'il utilisera absolument si et quand cela sera nécessaire, au moment opportun. » Elle a ajouté que le Pentagone élaborait actuellement des « options supplémentaires » pour maintenir

cette voie navigable ouverte.

Un enjeu énergétique et humain critique

Le détroit d'Ormuz, par lequel transitent habituellement 20 millions de barils de pétrole par jour, est au cœur des tensions depuis son annonce de fermeture par l'Iran après le début de les attaques américano-israéliennes le 28 février. Cette escalade régionale a déjà fait plus de 1 200 morts et 10 000 blessés en Iran. En représailles, Téhéran a multiplié les frappes de drones et de missiles contre Israël, la Jordanie, l'Irak et les pays du Golfe abritant des actifs militaires américains.

Agence

ETATS-UNIS

La croissance du pays nettement revue à la baisse au dernier trimestre 2025

Cette révision du PIB à 0,7% en rythme annualisé contre 1,4% précédemment estimé est une surprise pour les marchés, qui s'attendaient au contraire à ce que l'activité soit réévaluée à la hausse. Une mauvaise surprise pour les marchés. La croissance du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis au dernier trimestre 2025 a été fortement révisée à la baisse vendredi, à 0,7% en rythme annualisé, contre 1,4% précédemment estimé. Cette révision est une surprise pour les marchés, qui s'attendaient

à ce que l'activité soit au contraire légèrement réévaluée à la hausse, selon le consensus publié par MarketWatch. Le service statistique à l'origine du rapport (BEA) explique que le niveau des exportations, de la consommation, des investissements comme des dépenses publiques avaient été auparavant surévalué. Les États-Unis mettent en avant le rythme annualisé, qui projette sur l'ensemble de l'année l'évolution observée pendant le trimestre. L'estimation initiale, le 20 février, avait déjà créé des remous dans le

pays dirigé par Donald Trump, car elle était nettement en deçà des performances des deux trimestres précédents. Le président républicain avait alors réagi sur son réseau Truth Social avant même la publication officielle, en imputant cette faiblesse soudaine à l'opposition démocrate. Celle-ci a ferraillé avec le parti républicain autour du budget annuel, ce qui a provoqué une paralysie budgétaire («shutdown») à l'automne, la plus longue de l'histoire du pays. Le BEA a aussi publié vendredi l'indice d'inflation (PCE) pour le

mois de janvier. En léger ralentissement (à 2,8% sur un an contre 2,9% en décembre), il reste supérieur à l'objectif de la banque centrale (Fed), qui est de 2%. Surtout que l'inflation sous-jacente (hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation) a de son côté accéléré en janvier, à 3,1% contre 3% le mois d'avant. Les analystes s'attendent à voir l'inflation rebondir en raison de l'impact de la guerre au Moyen-Orient sur les prix de l'énergie et les coûts de production.

Agence

IMPORTATION DE CAOUTCHOUC EN PROVENANCE DU JAPON ET DU CANADA

La Chine impose des droits de douane

La Chine va imposer des droits de douane sur les importations d'un type clé de caoutchouc en provenance du Japon et du Canada, a annoncé vendredi le ministère chinois du Commerce, finalisant des enquêtes anti-dumping lancées en 2024. Les relations de Pékin avec Tokyo se sont détériorées depuis l'arrivée au pouvoir de la Première ministre conservatrice Sanae Takaichi en octobre. Les liens

avec Ottawa ont également traversé une zone de turbulences, même si les tensions se sont récemment apaisées, le Canada et la Chine ayant conclu un accord commercial en janvier. Le ministère chinois du Commerce avait commencé à imposer des droits préliminaires pouvant atteindre 40,5% sur le caoutchouc butyle halogéné, après avoir conclu temporairement l'an dernier que les expéditions en provenance

du Japon et du Canada avaient porté préjudice à l'industrie nationale. Le caoutchouc butyle halogéné est utilisé dans divers produits, notamment les doublures de pneus, les tuyaux et les produits pharmaceutiques. Les enquêteurs ont livré vendredi une «appréciation définitive» vendredi, concluant que l'industrie chinoise «a subi un préjudice important et qu'il existe un lien de causalité avec le dumping», a indiqué le

ministère du Commerce. Les expéditions provenant d'entreprises japonaises seront soumises à des droits de douane de 30,1% à partir de samedi, à l'exception de Japan Butyl, soumise à un prélèvement inférieur de 15 %, a-t-il précisé. Toutes les entreprises canadiennes se verront appliquer un droit de 13,8%, y compris le grand producteur Arlanxco, a ajouté le ministère.

Agence

FRANCE

A Fos, ArcelorMittal va redémarrer son deuxième haut-fourneau et embauche

Le site méditerranéen, deuxième site sidérurgiste de France, redémarrera son deuxième haut-fourneau en juin prochain, entraînant l'embauche de 150 CDI. En parallèle, un investissement global de 90 millions d'euros est mobilisé pour l'année en cours. ArcelorMittal va mieux. Mieux qu'avant la crise qui a secoué autant le secteur que le groupe sidérurgiste. Il y a un an, l'annonce de la suppression de 600 emplois sur les sites du Nord de la

France avait nourri de longues interrogations sur l'avenir de l'aciériste. A Fos, la mise à l'arrêt en 2023 du haut-fourneau numéro 1 était aussi une réponse à la crise du secteur. Un haut-fourneau qui bénéficie depuis l'an dernier d'une opération modernisation pour une enveloppe globale de 53 millions d'euros, la première tranche en 2025 s'élevant à 18,3 millions d'euros. L'annonce de son retour en production en juin prochain est donc une

bonne nouvelle, d'autant que le haut-fourneau numéro 2, à l'œuvre actuellement, continuera lui aussi à produire et ne s'arrêtera pas comme initialement prévu. Un renouveau qui s'accompagne d'un besoin en recrutements conséquent, de l'ordre de 150 CDI, une opération gérée directement par le service DRH de l'entreprise pour des fonctions d'opérateurs et de techniciens en travail posté (5x8) et de techniciens de maintenance tels

qu'électriciens, mécaniciens et automaticiens en travail posté et de jour. ArcelorMittal Méditerranée, deuxième site sidérurgiste de France, retrouve donc des couleurs après des années compliquées. En décembre dernier, la production d'acier avait repris après un incendie survenu deux mois plus tôt sur le circuit de convoyeurs apportant les additions – ces métaux ajoutés à l'acier liquide.

R I.

ETATS-UNIS

Un juge bloque les poursuites contre le président de la Fed

Un juge fédéral a bloqué vendredi les deux assignations émises par le département de la Justice dans son enquête pénale sur la gestion par Jerome Powell des rénovations de bâtiments historiques de la Réserve fédérale, à Washington. Le juge en chef James Boasberg a écrit qu'une « montagne de preuves » laisse accroître à un usage abusif des assignations. « De nombreux éléments prouvent que l'objectif principal, voire unique, de ces assignations est de harceler et de faire pression sur Powell afin qu'il cède aux pressions du président ou qu'il démissionne pour laisser la place à un président de la Fed plus enclin à le faire », a ainsi écrit le juge. L'enquête cible un chantier de rénovation du siège de la Fed et l'audition de Jerome Powell au Sénat. Le Conseil des gouverneurs a demandé d'annuler les assignations visant ces documents et échanges liés au projet. Jerome Powell a révélé le 11 janvier l'existence de la procédure, marquant un tournant dans sa lutte larvée contre le président américain Donald Trump pour préserver l'indépendance de la banque centrale. La procureure fédérale de Washington, Jeanine Pirro, une proche de Donald Trump, a promis de faire appel de cette décision du juge. Ce nouveau rebondissement et cet appel pourraient cependant retarder la confirmation de Kevin Warsh, finalement désigné comme le successeur de Jerome Powell après de longs mois d'hésitations. Le sénateur républicain Thom Tillis, membre influent de la commission bancaire du Sénat, s'est engagé à bloquer la confirmation de Kevin Warsh jusqu'à la conclusion de l'enquête pénale. « Faire appel de cette décision ne fera que retarder la confirmation de Kevin Warsh à la tête de la Réserve fédérale », a déclaré vendredi Thom Tillis.

Agence

GOOGLE MAPS COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS VU

L'application lance sa plus grande mise à jour depuis 10 ans

L'application GPS la plus utilisée au monde s'apprête à gravir une nouvelle marche que certains n'espéraient plus. Google vient en effet d'annoncer une refonte graphique de Google Maps avec une navigation immersive en 3D et l'arrivée d'un assistant conversationnel alimenté par l'intelligence artificielle Gemini. Le but est de rendre la navigation plus intuitive, de mieux expliquer les itinéraires et de transformer l'application en un compagnon de voyage capable d'organiser trajets et même des sorties et vacances.

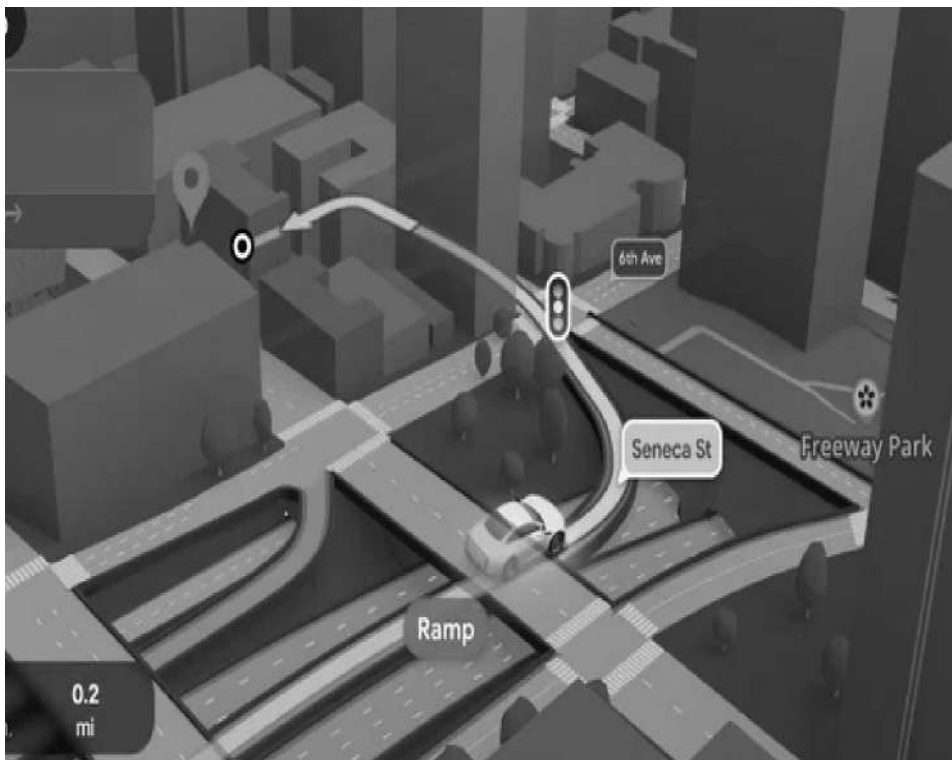
L'application de cartographie de Google fait partie des outils numériques devenus indispensables au quotidien. Mais après plus d'une décennie d'évolutions progressives, la firme de Mountain View prépare une transformation beaucoup plus profonde de Google Maps. Deux nouveautés majeures arrivent : une navigation immersive entièrement repensée et un assistant conversationnel baptisé Ask Maps, basé sur l'intelligence artificielle Gemini.

Une navigation immersive en 3D pour mieux comprendre la route

La première évolution concerne directement l'expérience de conduite. Google parle de la plus grande mise à jour de navigation de l'application depuis plus de dix ans. Le principe repose sur un affichage tridimensionnel beaucoup plus réaliste. Grâce aux données issues de Google Street View et aux images aériennes, la carte représente désormais les bâtiments, les reliefs, les échangeurs autoroutiers ou encore les paysages environnants avec un niveau de détail bien supérieur. Cette approche veut résoudre un problème fréquent : la difficulté à comprendre certains embranchements complexes ou à distinguer une sortie d'autoroute d'un tunnel par exemple. L'interface met également en évidence de nombreux éléments de circulation essentiels. Les voies, les passages piétons, les feux tricolores ou encore les panneaux stop apparaissent clairement sur la carte afin d'aider le conducteur à anticiper ses manœuvres. Dans certaines situations, l'application effectue automatiquement un zoom ou un dézoom pour offrir une vision plus large de l'itinéraire, notamment avant un changement de voie ou une bifurcation délicate. Une autre innovation consiste à rendre certains bâtiments transparents sur la carte. Cette fonction permet de visualiser l'itinéraire même dans les zones urbaines très denses, où les immeubles masquent souvent la route à suivre.

Des itinéraires mieux expliqués et des trajets anticipés

Au-delà de l'aspect visuel, Google a également retravaillé la logique de navigation afin de mieux expliquer les choix d'itinéraires. L'application analyse en permanence un volume colossal de données. Selon Google, Maps reçoit environ 5 millions de mises à jour de trafic chaque seconde. Ces informations proviennent notamment de la communauté d'utilisateurs qui envoie plus de 10 millions de signalements par jour, qu'il s'agisse d'accidents, de travaux ou d'embouteillages. Jusqu'à présent, l'application proposait



souvent des itinéraires alternatifs sans expliquer clairement leur intérêt. Désormais, Maps détaillera les compromis associés à chaque option. Par exemple, l'application pourra indiquer qu'une sortie d'autoroute permettra d'éviter un bouchon mais rallongera le trajet de trois minutes. Le conducteur pourra alors choisir entre un trajet plus rapide ou un parcours moins stressant. La navigation gagne également une dimension plus anticipative. Avant même de partir, il sera possible de prévisualiser l'arrivée à destination grâce aux images Street View, d'identifier l'entrée du bâtiment et de recevoir des recommandations pour trouver une place de stationnement. L'application indiquera aussi de quel côté de la rue se trouve l'adresse finale pour faciliter les derniers mètres du trajet.

Ask Maps : l'intelligence artificielle transforme l'application en assistant de voyage

La seconde grande nouveauté concerne l'intégration de l'intelligence artificielle conversationnelle. Baptisée Ask Maps, cette fonctionnalité repose sur le modèle Gemini développé par Google. L'idée est de permettre à l'utilisateur de poser des questions en langage naturel plutôt que de multiplier les recherches manuelles. Par exemple, il devient possible de demander : « Où trouver un restaurant ouvert à Bordeaux après 22 heures avec un parking à proximité ? ». L'IA analyse alors les données disponibles pour proposer des lieux correspondant précisément à la demande. Pour générer ses réponses, Ask Maps exploite une base gigantesque d'informations. Google indique que l'application s'appuie sur plus de 300 millions de lieux enregistrés dans sa base

de données ainsi que sur les avis et contributions de plus de 500 millions d'utilisateurs. Le système prend également en compte les préférences de l'utilisateur. Les recherches précédentes, les lieux enregistrés ou les types d'établissements favoris permettent d'affiner les recommandations. Un utilisateur habitué à fréquenter des restaurants indiens ou des stations-service spécifiques influencera les suggestions. Les ambitions de Google vont encore plus loin. Ask Maps est capable d'organiser un itinéraire touristique complet. Pour un voyage de plusieurs jours, l'outil peut proposer un parcours optimisé entre différentes destinations, suggérer des arrêts, afficher des photos des lieux et même fournir des conseils pratiques, comme éviter certains parkings souvent saturés. On ne vous cache pas qu'on a hâte de tester cette fonction pour se dessiner des itinéraires touristiques.

Un déploiement progressif qui commence aux États-Unis

Pour l'instant, ces nouvelles fonctionnalités commencent à être déployées aux États-Unis. Ask Maps est déjà disponible sur smartphones Android et iOS aux États-Unis et en Inde, tandis que la version pour ordinateur doit arriver prochainement. La navigation immersive, elle, devrait progressivement s'étendre à différents supports : smartphones, systèmes embarqués dans les voitures compatibles avec Android Auto, véhicules équipés d'Android Automotive ainsi que les systèmes Apple CarPlay. Aucune date précise n'a encore été annoncée pour l'Europe, mais cela finira par arriver au fil des déploiements serveurs.

ENTRÉE EN BOURSE D'OPENAI Le scepticisme gagne déjà les investisseurs

L'entreprise à l'origine de ChatGPT veut créer un grand coup avec sa future entrée en bourse. Mais cette opération gigantesque crée aussi un certain scepticisme, et pour plusieurs raisons. OpenAI est la société qui a créé l'incroyable folie autour de l'intelligence artificielle dans laquelle l'on vit depuis plus de trois ans. La firme de Sam Altman a aussi, entretemps, montré un appétit féroce pour les méga-financements, dont une dernière levée de fonds à l'ampleur gigantesque. Sa prochaine entrée en bourse devrait aussi être un moment historique, vu le niveau de valorisation qui est attendu. Mais si le marché est clairement excité, il y a aussi pas mal de scepticisme autour de cette opération.

La capitalisation attendue d'OpenAI considérée comme trop élevée par des investisseurs

OpenAI va-t-il marquer l'histoire avec son entrée en bourse ? Pour essayer de voir à quoi l'on peut s'attendre, The Information a interrogé 11 investisseurs en bourse pour connaître leur opinion sur l'opération. Et s'ils reconnaissent tous la place unique prise par OpenAI dans le monde de l'intelligence artificielle, ils ont aussi pointé du doigt un certain nombre d'éléments problématiques. Le premier tient au rapport entre la capitalisation d'OpenAI et ses revenus, un indicateur toujours très observé. Or la société cherche à atteindre une valorisation de 850 milliards de dollars avec son entrée en bourse. Si l'on part du principe qu'OpenAI générerait cette année 30 milliards de dollars de revenus, on obtient un multiple très élevé de 28.

La concurrence et l'ampleur des infrastructures créent des doutes dans le marché

Et ça n'est pas le seul facteur qui sème le doute chez certains. Les investisseurs interrogés ont aussi rappelé qu'OpenAI opérait dans un secteur extrêmement compétitif, et que son avantage de locomotive était érodé par la montée en puissance d'alternative, comme Anthropic - dont on parle beaucoup en ce moment. Autre fragilité, il a été noté que l'intelligence artificielle, pour son développement, nécessite la construction de larges réseaux de data centers, infrastructures extrêmement coûteuses à mettre en place. Les investisseurs se demandent si les coûts qu'ils représentent pourront être soutenables à court terme si jamais la demande reculait ou changeait de manière inattendue.

MÊME EN PLEINE CROISSANCE

Seat-Cupra se trouve fragilisé pour une raison

Seat S.A. a signé en 2025 une année historique. En volume et en chiffre d'affaires, portée par la forte croissance de Cupra et la montée en puissance des modèles électrifiés. Mais derrière cette dynamique commerciale, les résultats financiers sont moins reluisants. Entre une rentabilité quasi nulle, une trésorerie dans le rouge et des investissements industriels très importants, le groupe espagnol se retrouve ainsi dans une position pas forcément enviable. De quoi mesurer amèrement le coût des investissements en matière de transformation à marche forcée vers la voiture 100% électrique ?

Avec 586 300 voitures livrées en 2025, en hausse de 5,1 % par rapport à 2024, Seat S.A. vient d'enregistrer son meilleur niveau de ventes. Lors de la publication de ses résultats ce 12 mars 2026 à Martorell, le fief de la marque, Seat & Cupra comme le groupe se désigne également a publié un chiffre d'affaires qui progresse lui aussi pour atteindre un record de 15,1 milliards d'euros (+3,7 %). Sans surprise, cette performance repose largement sur la dynamique de Cupra et de ses voitures au look sportif. La jeune marque confirme sa montée en puissance avec 328 800 immatriculations (+32,5 %). De leur côté, les ventes de Seat reculent nettement à 257 400 unités (-17 %). Une évolution qui s'inscrit dans la tendance déjà observée en 2025, lorsque Cupra avait pour la première fois dépassé sa maison-mère en volumes sur un semestre. Désormais, elle s'impose comme le principal moteur commercial du groupe. Dans le même temps, les livraisons de modèles électrifiés continuent de progresser fortement, avec une hausse de près de 66 % pour les voitures 100 % électriques et de plus de 62 % pour les hybrides rechargeables. Et Seat S.A. de souligner également avoir atteint ses objectifs d'émissions de CO₂ en Europe.

Des finances fragilisées malgré la croissance

Pourtant, cette bonne santé commerciale ne se traduit pas dans les comptes. En effet, le résultat opérationnel s'est effondré, passant de 633 millions d'euros en 2024 à seulement 1 million d'euros en



2025. Autrement dit, le groupe vend plus de voitures et génère davantage de chiffre d'affaires... mais ne gagne presque plus d'argent. La trésorerie disponible est elle aussi passée dans le rouge, à -431 millions d'euros. Une situation qui s'explique en grande partie par le poids des investissements engagés pour préparer la transition vers l'électrique et transformer l'outil industriel en conséquence. Depuis 2020, Seat S.A. a consacré plus de 6,2 milliards d'euros à ces projets, dont 1,3 milliard pour la seule année 2025. L'usine de Martorell, en Catalogne, est en pleine mutation afin de devenir un centre de production dédié aux véhicules électriques, notamment pour la future citadine Cupra Raval et ses cousines du

groupe Volkswagen. Oui, mais même pour un groupe qui marche bien, ça coûte très cher.

Une illustration du défi industriel européen

Le cas de Seat-Cupra illustre plus largement la situation que traverse aujourd'hui l'industrie automobile européenne. Même les constructeurs qui parviennent à augmenter leurs ventes et à lancer de nouveaux modèles électriques voient leurs marges se réduire sous l'effet des investissements nécessaires. Stellantis, Renault... tous ont vu leurs comptes plombés par cette transition vers l'électrique. Voire même par le retour au thermique qui s'en suit ! De plus, la concurrence accrue, no-

tamment celle des marques chinoises, et les tensions commerciales liées aux droits de douane pèsent lourdement sur la rentabilité à court terme pour les constructeurs automobiles actuels.

Cap fixé pour 2030 : l'électrique en ligne de mire

Pour tenter de retrouver une rentabilité durable, Seat S.A. a présenté un nouveau plan stratégique de long terme baptisé "Programme Performances", qui vise notamment une marge opérationnelle de 6 % à l'horizon 2030. La priorité reste la réduction des coûts fixes, l'amélioration de l'efficacité industrielle et la montée en puissance de Cupra, sur qui le groupe compte toujours plus pour tirer la rentabilité vers le haut. La transformation du site de Martorell constitue l'un des piliers de cette stratégie.

L'usine catalane doit devenir un hub majeur de production de citadines électriques du groupe Volkswagen, avec l'arrivée attendue dès 2026 du Cupra Raval, ainsi que de ses dérivés techniques comme la future Volkswagen ID.2. Au total, plus de 3,3 milliards d'euros ont été engagés pour adapter les installations et préparer l'industrialisation de ces modèles.

"Nous voulons rendre l'entreprise plus agile, plus rapide et davantage orientée vers la création de valeur", a souligné Markus Haupt, patron de Seat et Cupra, qui mise sur le renouvellement de la gamme et sur l'électrification pour redresser progressivement la rentabilité du groupe dans un environnement toujours très concurrentiel.

BYD n'hésitait pas à plagier Renault et Mercedes sur un même modèle

Aujourd'hui, la marque automobile BYD est le premier fabricant de véhicules électriques dans le monde et mise beaucoup sur l'Europe pour devenir le premier fabricant de véhicules tout court. Ce poids lourd du secteur propose une large gamme composée de voiture électriques et hybrides avec sa propre identité stylistique. Mais cela n'a pas toujours été le cas. En 2008, la BYD S8 était un singulier mélange de Renault et de Mercedes sous la forme d'un "copié-cabriolet" qui aurait vraiment posé problème en Europe.

Le constructeur chinois BYD (Build Your Dreams, construisez vos rêves en français) né il y a à peine 20 ans dans l'Empire du Milieu est désormais un poids lourd de l'industrie automobile. La marque a battu l'an dernier son record de production en écoulant dans le monde pas moins de 4,55 millions de véhicules en dépassant à l'occasion pour la première fois le million d'unités exportées hors de Chine.

Combien de voitures BYD neuves ont été vendues en France en 2025 ?

Si en France, BYD n'est présent que



depuis 2023 sa gamme est déjà très importante. Le catalogue s'articule autour de neuf modèles 100% électriques et cinq propositions hybrides rechargeables dénommées super hybrides. BYD ratisse large et a séduit dans l'hexagone, en 2025, 13 532 clients soit 150% de plus qu'en 2024. Mais la marque est en plein essor, son réseau de distribution fort actuellement de 90 points de vente comptera 200 concessionnaires fin 2026.

D'autant que BYD misera beaucoup

sur l'Europe, un territoire qu'elle alimentera au plus près et surtout doublement. D'abord par le biais d'une usine implantée en Hongrie capable de produire 150 000 véhicules chaque année et ensuite à l'aide d'un site industriel prévu en Turquie dont la construction est encore à l'état de négociations.

Cette BYD problématique chez nous

Remontons dans le temps jusqu'en 2008, à une époque où la marque

encore embryonnaire n'écoulait que 100 000 voitures par an, uniquement sur son marché local, clamait déjà haut et fort qu'elle serait le numéro un mondial en 2025. Nous vous le disions plus haut, en 2025, BYD a vendu 4,55 millions de véhicules, à titre de comparaison, le véritable premier constructeur mondial, Toyota a écoulé l'an dernier 11,3 millions d'unités devant Volkswagen (8,98 millions). La marche est encore haute pour BYD pour se hisser au sommet.

Mais rappelons qu'il a 18 ans, BYD qui ne doutait de rien avait l'époque une approche automobile tout autre que celle d'aujourd'hui. Si la firme BYD fut créée en 1995, à ses débuts son activité était uniquement celle d'un fabricant de batteries. Ce n'est qu'en 2003 que BYD se lance dans la construction automobile. En 2008, BYD fabrique le tout premier cabriolet en série en Chine même si ce dernier est le fruit de quelques emprunts non déclarés.

BYD S8 : un singulier "copié-cabriolet"

En effet la BYD S8, qui hormis les salons automobiles chinois fut présentée très discrètement au salon

NAIAS de Detroit procède d'un singulier plagiat. L'auto est une copie quasi parfaite d'une Renault Mégane coupé cabriolet, la toute première mouture, celle qui fut au catalogue en Europe de 2002 à 2009. Elle n'était donc plus d'actualité car remplacée par une nouvelle génération chez nous au moment de l'arrivée de la BYD S8 en Chine. Avec pour particularité d'avoir un museau calqué sur celui d'une Mercedes-Benz CLK de seconde génération (celle de type 209, commercialisée de 2002 à 2010) au niveau du capot, des phares de la calandre et même du bouclier avant. Sans oublier qu'S8 est un nom employé dans la gamme Audi. L'on comprend aisément que la BYD S8 n'ait jamais fait le déplacement jusqu'en Europe où sa présence eut été vraiment gênante. Bien évidemment BYD n'avait pas pris la peine de demander l'accord des marques au losange et à l'étoile pour concevoir son "copié-cabriolet". Le modèle n'a pas connu le succès en Chine, entre le manque d'image de BYD à l'époque et le faible intérêt des chinois pour les cabriolets. La production débutée à l'été 2009 cesse dès 2011 après une centaine de véhicules assemblés.

Mots fléchés

Ferme	↓	Posses- seurs de biens	↓	Choisies	↓	Paquet de papiers Le propre de l'Homme	↓	Incapa- cités de procréer	↓	Zieute	↓	Crochets Le plus grand fleuve avec l'Amazone	↓
Saisies immobi- lières	↓							Argon	↓				
	↓												
Lapinières		Tuniques blanches		Haute coiffure	→					Thymus de veau	→		
	↓		↓					Norme	→				
Divinité égyptienne	→			L'Estonie	→					Jamais publiée		Canal excréteur	
Petit chapeau	↓			Rabais		Cité disparue dans la baie de Douarnenez		Endroit	→				
								Humble rampant					Fatiguas
Pour le rugby, ils sont amenés par une voiture	→											Petit ruisseau	→
Rongeur amphibie	↓			Peu de choses	↓		Boisson fermentée	→				Enlevèrent	
	↓				↓		Écimés	→					
Indécis		Prénom de Baba	→			Attribua	→						
	↓					Cube de bois							
							Établis- sement scolaire		Seigneurs féodaux	→			
De naissance		Revenus réguliers Pays asiatique	→							Après bis	→		Destin
	↓		↓	Aride	→					Site jordanien			↓
				Grasse				Créateurs	→				
Pied de vigne	→	Agence spatiale	→			Fonction	→			Union des télévisions europé- ennes		Liquides vitaux	
	↓	Nivelés				Ils sont du même avis	↓						↓
				Combat singulier	→			Syntoni- seur Pèsent le contenant	→				
Chute populaire	→					Célèbres falaises Ce village a fusionné avec Rigny	→						
Durillon	↓												
				Préfecture des Pyrénées- Atlanti- ques	→			Affluent du Rhin	→			Végétal	↓
				Capture	↓			Annonce la spécialité	↓				Deux fois un semestre
Distance chinoise		Imaginer	→							Article		Centra	→
	↓												
		Dégou- liner	→										Camarade
		Grande école	↓										
Tremble- ment de terre	→							Sodium	→		Procla- mation	→	
Idée	↓							Paresseux			Fleuve de Russie		
						Astate	→			Arbre ornemental	→		
Qualité des huiles	→			Sport	→			Obtem- pérée	→				

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 103 dollars

Le cours du baril de Brent, référence internationale pour le pétrole, s'est envolé de plus de 42% depuis le premier jour de l'escalade militaire au moyen orient, qui a provoqué une chute des livraisons d'hydrocarbures en provenance du Golfe. Son prix est passé de 72,48 dollars le 27 février à 103,14 dollars vendredi à la clôture, soit un bond de plus de 42% sur la période et de 11% sur la semaine. Son équivalent américain, le baril de WTI, s'est envolé de plus de 47% depuis le début du conflit, à 98,71 dollars. Les cours du pétrole sont toutefois moins élevés que ceux qui avaient été observés lundi en début de séance asiatique, lorsqu'ils avaient frôlé le seuil des 120 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 15 mars 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ALERTE MÉTÉO

Chutes de neige à partir de samedi soir sur les reliefs dépassant 900 mètres

Des chutes de neige affecteront, à partir de samedi soir, les reliefs dépassant les 900/1000 mètres, avec une épaisseur allant jusqu'à 25 cm, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de météorologie. De niveau de vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, Bejaïa, Jijel, Sétif et Bordj Bou Arreridj, de samedi à 22h00 à lundi à 09h00, avec une épaisseur de la neige estimée entre 15 et 20 cm, dépassant localement 25 cm, précise la même source. Les wilayas de Batna, Khenchela, Tébessa, Oum El Bouaghi, Souk Ahras, Guelma, Constantine, Mila et Skikda sont également concernées par la neige, de dimanche à 03h00 à lundi à 09h00, avec une épaisseur estimée entre 05 et 15 cm.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

9 morts et 413 blessés en 48 heures

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 413 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Mila et Sétif (2 morts chacune), précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 11 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et de chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas de Relizane, Naâma, Djelfa, Constantine, Mascara et Oum El Bouaghi. Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 7 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Tiaret, Tébessa, Tizi Ouzou et Bouira. APS

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE ET DU CUIR

La holding Getex lance de nouveaux investissements

La holding "Getex", spécialisée dans le textile et cuir, œuvre au développement de la branche de l'industrie de la chaussure et du cuir à travers le lancement de nouvelles unités de production et la relance d'autres, dans le cadre d'un plan d'investissement global visant à augmenter la capacité de production du groupe public et à diversifier ses produits, a indiqué son président-directeur général, Toufik Berkani. M. Berkani a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit d'un programme d'investissement comprenant le lancement d'une nouvelle ligne de production de chaussures de sport et de chaussures de détente au niveau des unités d'Akbou et de N'Gaous, afin de contribuer au renforcement de la production nationale de chaussures et d'améliorer la compétitivité des produits de l'entreprise sur le marché national, avec une orientation future vers l'exportation. Dans le même cadre, l'activité de l'unité de Cheraga, spécialisée dans les industries du cuir, ainsi que celles d'Akbou (Bejaïa) et de N'Gaous (Batna), sera élargie par l'introduction de nouveaux produits comme les cartables scolaires, les sacs à dos, les sacs de sport et de voyage, dont la demande est en hausse au niveau national, afin de répondre aux besoins du marché national et de réduire les importations. Le même responsable a également évoqué d'autres projets programmés, notamment la relance de l'usine de produits en cuir de Kherrata, dans la wilaya de Béjaïa, qui était à l'arrêt depuis plusieurs années, après une évaluation technique des structures et des équipements existants. M. Berkani a expliqué que la remise en exploitation de cette usine vise la production de divers produits en cuir et le renforcement des capacités industrielles de l'entreprise dans ce domaine, ainsi que l'ouverture d'une usine de fabrication de chaussures professionnelles. Il a précisé que ces projets s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à développer l'industrie nationale du cuir à travers l'amélioration de la qualité des produits, l'élargissement du réseau de distribution et le développement des méthodes de com-

mercialisation, permettant ainsi d'augmenter la part des produits locaux sur le marché. Concernant la création de centres de formation spécialisés dans les métiers du cuir et du textile dans plusieurs wilayas, à l'instar du centre d'excellence de Bouira, M. Berkani a indiqué que cela reflète une orientation stratégique claire visant à relancer cette activité industrielle et à renforcer sa durabilité. Il a rappelé que le développement de ce secteur ne peut être réalisé sans la qualification des ressources humaines et la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée capable de suivre les évolutions techniques dans les domaines de la fabrication et de la transformation. Il a considéré que ces centres constituent un espace de transfert de connaissances et d'expertise, permettant de former une nouvelle génération de techniciens et de professionnels capables de développer l'industrie de la chaussure et des produits en cuir et d'en améliorer la qualité. L'intervenant a affirmé que les centres de formation spécialisés contribuent à réduire l'écart entre la formation et les exigences du marché industriel, à travers la mise en place de programmes de formation appliquée directement liés aux besoins des unités de production. Ils offrent également des opportunités d'apprentissage et de formation au sein des entreprises, ce qui permet d'acquérir de véritables compétences dans les domaines du design, de la fabrication, du contrôle de la qualité et de la maintenance des équipements. Par ailleurs, M. Berkani a affirmé que l'organisation des opérateurs activant dans les filières du cuir et du textile au sein de clusters contribue à la création d'un système intégré reposant sur la coopération entre les différents acteurs de la chaîne de production. Il a noté que cette approche permet de relier les différentes étapes de l'activité industrielle, depuis l'approvisionnement en matières premières jusqu'à la transformation industrielle, en passant par la fabrication finale, la commercialisation et les services logistiques, ce qui améliore l'efficacité économique et renforce la capacité

à répondre plus efficacement aux besoins du marché national. Ces regroupements industriels permettent également, ajoute l'intervenant, de développer les chaînes de valeur locales en encourageant la coopération entre les grandes entreprises industrielles, les petites et moyennes entreprises et les start-up, ainsi que les centres de formation et de recherche, ce qui améliore la qualité des produits et réduit les coûts de production. Interrogé sur la matière première, M. Berkani a affirmé que l'Algérie dispose d'une ressource importante de cuirs bruts de qualité reconnue à l'international, grâce au cheptel diversifié dont dispose le pays a indiqué que cette matière première constitue une base importante pour le développement de l'industrie du cuir au niveau local, notamment dans les domaines du tannage, de la fabrication de chaussures et des produits en cuir. Il a également souligné que les opérations de collecte des peaux, notamment durant l'Aïd El Adha, contribuent de plus en plus à fournir des quantités importantes de cette matière, ce qui renforce l'approvisionnement des unités et améliore les perspectives de développement de la production nationale. Il a ajouté, dans ce contexte, que la campagne de collecte des peaux de sacrifices de l'année 2025 a permis de collecter près de 765.000 peaux, soulignant que le rendement (taux de peaux exploitables) connaît une nette amélioration d'une année à l'autre et que le groupe œuvre à développer les mécanismes de valorisation de la matière première en renforçant les capacités de traitement et de tannage et en améliorant la qualité des produits finis. Dans ce cadre, le groupe "Getex" a signé une convention-cadre avec le groupe des industries alimentaires et de logistique "Agrolog" visant à renforcer la coopération entre les deux parties et à garantir une meilleure organisation du processus d'approvisionnement, notamment en ce qui concerne la fourniture et le transport de la matière première constituée de cuirs bruts au profit des unités industrielles relevant du groupe. R E.

JOURNÉE NATIONALE DES PERSONNES À BESOINS SPÉCIFIQUE

Des activités diverses et des hommages dans les wilayas de l'Est

Les wilayas de l'est du pays ont célébré samedi la Journée nationale des personnes à besoins spécifiques (14 mars) par l'organisation d'activités diverses et des hommages. Dans la wilaya de Constantine, le programme de célébration a été marqué par la récitation de versets du Saint Coran par Safaa Guetouche, élève de l'école des malvoyants, lauréate de plusieurs prix de mémorisation du Coran. L'occasion a également donné lieu à un spectacle théâtral des élèves de la même

école révélant leur grand talent dans le domaine. Pas moins de 163 appareils divers pour personnes à besoins spécifiques, des tablettes électroniques de braille, des calculatrices parlantes et autres appareils pour non-voyants ont été distribués à l'occasion. Dans la wilaya d'El Tarf, 55 appareils pour personnes à besoins spécifiques ont été distribués, les 7 premiers lauréats du concours de wilaya de mémorisation du Saint Coran ont été honorés et des attestations de fin forma-

tion dans la spécialité de fabrication de pain ont été remises à 8 personnes à besoins spécifiques bénéficiaires de cette formation organisée dans les établissements de la wilaya. La Maison de la culture Mohamed-Laïd Al-Khalifa de Batna a organisé une cérémonie marquée par diverses activités d'enfants à besoins spécifiques des centres spécialisés dont des chants religieux, des spectacles de théâtre et une exposition des travaux manuels et des sains. A Sétif, l'occasion a donné lieu à

de multiples activités culturelles et artistiques des enfants à besoins spécifiques dont un atelier de dessin, une pièce " Ahla Ramadhan " des élèves de l'école de malentendants et deux autres " Arkan el islam " et " Irhamou men fi el ardh " des élèves du centre psychopédagogique d'El Eulma. Les autres wilayas de l'Est ont connu la tenue d'activités similaires à l'occasion de célébration de journée nationale des personnes à besoins spécifique. APS